

(1)

(N° 192)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 MARS 1920.

Projet de loi contenant le Budget général des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1920, ainsi que des dispositions diverses ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. HOUTART.

MESSIEURS,

Le projet de Budget pour 1920 offre quatre caractéristiques principales : nouvelle et forte progression des dépenses ordinaires; importance du Budget extraordinaire grevé de dépenses de toute nature, parmi lesquelles un classement s'impose pour parvenir à quelque clarté; charges énormes de la Dette publique; Voies et Moyens d'un rendement difficile à chiffrer et, en tous cas, insuffisant.

Votre Section centrale s'est appliquée spécialement à l'étude de ces quatre points, qui formeront les divisions du présent rapport.

I.

LES DÉPENSES ORDINAIRES.

Le projet les évalue à 2 milliards 156 millions. Bien que des causes identiques influencent les chiffres de tous les Départements, il faut cependant classer à part certains de ceux-ci pour obtenir un exposé clair et des

⁽¹⁾ Budget, n° 56.

⁽²⁾ La Section centrale, présidée par M. BRUNET, était composée de MM. CARTON DE WIART, MECHELYNCK, BERTRAND, vice-présidents, BOLOGNE, BUYL, CARLIER, DE KERCHOVE D'EXAERDE, DE SELYS-LONGCHAMPS, DE WOUTERS D'OPLINTER, DRÈZE, HALLET, HOUTART, HUYSMANS, PEPIN, PONCELET, PUSSEMIER, SOUDAN, VAN DE VYVERE, VAN LIMBOURG STIRUM et WAUWERMANS.

conclusions rationnelles. Les Budgets de la Dette publique, de la Défense nationale, des Chemins de fer, Postes, Télégraphes et Téléphones donnent lieu à des considérations particulières qui ne permettent pas de les joindre à l'ensemble des grandes administrations publiques.

§ 1^{er}. — Les Budgets des administrations civiles.

Commençons par établir les chiffres de ces Budgets pour les années 1914, 1919 et 1920 :

	1914	1919	1920
Dotations fr.	5,624,759	6,215,000	7,378,800
Justice	32,286,800	44,282,800	68,914,000
Affaires Étrangères	5,418,291	9,475,192	15,124,072
Intérieur	8,249,660	13,819,370	14,793,560
Sciences et Arts	46,793,948	83,833,015	136,737,930
Industrie, Travail et Ravitaillement	26,897,600	41,143,700	76,075,500
Agriculture	35,139,424	15,083,315	18,787,640
Travaux publics		50,340,000	54,536,900
Colonies	1,442,925	1,530,304	3,736,000
Finances	26,544,050	30,846,300	57,740,075
Affaires Économiques	—	20,951,750	26,391,100
Non-Valeurs et Remboursements	2,821,000	23,616,000	24,701,000
TOTAL. . fr.	190,917,457	341,136,746	504,936,477

L'augmentation de 163 millions que ces chiffres révèlent, par rapport au Budget de 1919, était prévue lors de la discussion de ce dernier Budget ⁽¹⁾; elle devait résulter du relèvement des traitements dès lors consenti. Mais, signe des temps, de même que, l'an dernier, les prévisions budgétaires étaient déjà dépassées au moment qu'on les discutait, de même les chiffres établis pour 1920 ont, dès à présent, cessé de correspondre aux réalités. De nouveaux relèvements des traitements et des pensions annoncés dans l'Exposé général ajouteront aux dépenses des divers Départements ministériels énumérés ci-dessus une surcharge qu'on peut évaluer approximativement à 150 millions.

En tenant compte de cette nouvelle augmentation, l'ensemble des crédits affectés au service ordinaire des grandes administrations de l'État — dette

⁽¹⁾ *Annales parlementaires*, 1919, p. 1889.

publique, guerre et gendarmerie, chemins de fer, postes, télégraphes, téléphones et marine exceptés — atteindrait 650 millions, soit 490 % du montant inscrit au Budget de 1919 et 342 % du chiffre de 1914.

L'honorable M. Woeste, préoccupé de l'incessante progression des dépenses de l'État, adressait au Gouvernement, le 19 décembre 1919, les questions suivantes :

1° Quel est, par Département ministériel, le nombre des fonctionnaires qui existait en 1914 et celui qui existe aujourd'hui?

2° Combien, dans ce nombre, y a-t-il de fonctionnaires de chaque grade?

3° A combien s'élevait, en 1914, les traitements des fonctionnaires visés dans les deux numéros qui précèdent? A combien s'élèvent-ils aujourd'hui?

4° Quelles sont, par Département, les nécessités pratiques qui justifiaient la création d'emplois nouveaux de fonctionnaires?

Nous possédons les réponses de huit Départements, parmi lesquels celui des Chemins de fer, que nous séparons, et celui des Affaires Économiques, qui dépend en grande partie du budget extraordinaire. Nous nous bornons à les résumer ici en un tableau :

	Nombre de fonctionnaires		Traitements	
	en 1914.	en 1919.	en 1914.	en 1919.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.				
Administration centrale . . .	103	283	563,063 »	1,721,000 »
Corps diplomatique	90	104	1,552,980 »	3,645,816 » ⁽¹⁾
Corps consulaire	75	72	1,581,900 »	4,148,000 »
	<u>268</u>	<u>461</u>	<u>3,699,943 »</u>	<u>9,514,816 »</u>
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.				
Administration centrale . . .	90	113	369,000 »	892,860 »
Administration de l'agriculture et de l'horticulture	20	23	102,400 »	185,580 »
École de médecine vétérinaire.	42	48	148,500 »	303,940 »
Conseillers de zootechnie . .	—	4	—	24,240 »
Institut agricole de l'État à Gembloux	33	37	129,122 84	221,589 98
Stations agronomiques . . .	13	14	31,700 »	54,500 »
Institut supérieur d'agricul- ture flamand	—	1	—	12,500 »
Laboratoires d'analyses . . .	47	48	153,720 »	326,150 »

(1) Y compris les frais de représentation et de logement.

	Nombre de fonctionnaires		Traitements	
	en 1914.	en 1919.	en 1914.	en 1919.
Agronomes de l'État	28	39	120,500 »	320,450 »
Enseignement ménager agricole	26	40	62,200 »	177,400 »
Institut normal supérieur d'économie ménagère agricole	—	4	—	22,000 »
École moyenne pratique d'agriculture à Huy	13	16	23,400 »	41,900 »
Ecole d'horticulture à Gand.	12	12	26,110 »	52,300 »
Id. à Vilvorde.	13	16	39,150 »	77,500 »
Jardin botanique.	15	16	44,500 »	81,700 »
Conseillers d'horticulture	4	7	13,000 »	36,400 »
Administration des eaux et forêts.	762	792	910,660 »	2,146,675 »
Administration de la Voirie.	27	28	61,300 »	136,440 »
	1,149	1,247	2,186,212 84	5,017,144 98

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

Secrétariat général	10	11	5,200 »	7,843 32
Administration centrale des Ponts et Chaussées	42	54	273,530 »	531,045 »
Administration centrale des Ponts et Chaussées: Services extérieurs	275	272	1,345,850 »	2,088,175 »
		129		991,880 »
		9		81,200 »
	136		582,070 »	
	453	475	2,206,620 »	3,700,143 32

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU TRAVAIL ET DU RAVITAILLEMENT.

Administration centrale.	167	193	702,950 »	1,387,160 »
Provinces	240	265	838,160 »	1,417,910 »
	407	458	1,541,110 »	2,804,070 »

MINISTÈRE DES COLONIES.

Administration centrale.	260	92	1,063,985 89	1,245,586 59
Musée	38	38	110,000 »	230,000 »
École de médecine tropicale	10	11	33,000 »	51,000 »
École coloniale	25	27	37,000 »	51,000 »
Jardin colonial	7	7	15,000 »	31,000 »
	340	165	1,260,085 89	1,608,586 59

	Nombre de fonctionnaires		Traitements	
	en 1914.	en 1919.	en 1914.	en 1919.
MINISTÈRE DES FINANCES.				
Conseillers de Gouvernement .	4	4	»	24,000 »
Cabinet du Ministre	6	11	9,800 »	38,920 »
Administration centrale . .	336	396	1,284,635 »	2,529,800 »
Administration des Monnaies .	9	8	47,100 »	81,560 » ⁽¹⁾
Administration de province, Trésorerie et Dette publique.	42	41	174,800 »	268,360 »
Contributions directes, douanes et accises : surveillance générale	250	419	645,400 »	1,707,500 »
Cadaastre	475	485	1,239,700 »	2,387,700 »
Accises et comptabilité . . .	1,878	1,863	5,670,500 »	9,887,400 »
Douane et recherche mariti- mes	6,115	6,130	9,534,400 »	21,134,100 »
Enregistrement et Domaines .	488	569	2,619,200 »	3,884,900 »
	9,599	9,928	21,225,535 »	41,944,040 »

L'ensemble de ces six Départements nous montre une majoration de 4 % seulement pour le nombre des fonctionnaires, mais de 100 % quant au montant des traitements. Et, comme il a été dit plus haut, cette progression du simple au double n'est qu'une étape qui va bientôt être dépassée. Quant à l'accroissement du nombre des fonctionnaires, il n'apparaît pas, d'une manière sensible, dans le service ordinaire, du moins pour ce qui concerne les Départements repris ci-dessus; c'est dans les services extraordinaires — régions dévastées, ravitaillement, dommages de guerre — qu'on pourra le constater.

Ce formidable surcroît de charges, dû à l'extension des services publics et à l'augmentation continuelle des traitements, n'est pas — est-il besoin de le le dire? — un fait particulier à la Belgique. On constatait tout récemment en Angleterre que le budget du « Civil Service » est actuellement six fois plus élevé que pour le dernier exercice antérieur à la guerre ⁽²⁾. La diminution du pouvoir d'achat et de la monnaie entraîne cette conséquence.

Problème dont la solution échappe lorsqu'on croit la tenir. Il importe d'équilibrer les dépenses permanentes par des ressources de même caractère; mais, à peine y parvient-on, qu'une nouvelle étape de hausse emporte les dépenses au delà des recettes. Et l'on se demande si les forces contributives de la Nation sauront se développer dans la mesure des exigences

(1) Y compris l'indemnité de résidence.

(2) *The Times*, 15 mars 1920, p. 17.

budgétaires. En même temps, une crise se prépare pour l'heure plus ou moins prochaine où le coût de la vie fléchira : aux indemnités de vie chère qui s'adaptèrent à la situation et ne devaient pas y survivre, le Gouvernement a substitué des barèmes dont il ne sera pas aisé de réduire les chiffres lorsque les conditions économiques se modifieront.

La Section centrale a chargé les rapporteurs des différents Budgets d'indiquer les réductions qui leur paraîtraient immédiatement réalisables dans les services qu'ils auraient mission d'étudier. Il lui a paru toutefois que des conjonctures aussi difficiles exigeaient une vigilance continue et un contrôle plus actif que celui qui se bornerait à la discussion des Budgets. Les membres du Parlement que ce premier travail a initiés au mécanisme des services publics seront à même de suivre, en connaissance de cause, la marche ultérieure de ces services, d'en saisir les moindres détails, d'en signaler les défauts, de prévenir les abus qui peuvent s'y glisser. Il paraît donc conforme aux nécessités présentes de constituer une Commission permanente du Budget, chargée spécialement de veiller aux économies et substituée à la Commission des Finances. Une proposition vous sera soumise de modifier dans ce sens le règlement de la Chambre; par là même satisfaction serait donnée à ceux de nos collègues qui réclament l'institution d'une Commission des Économies.

L'attention de cette Commission devrait se porter sur la suppression des emplois créés pour des services temporaires, sur les créations de nouvelles fonctions, les doubles emplois, les pertes de temps, les défauts d'organisation.

Comme précédemment, on a contesté la nécessité d'adjoindre aux différents Départements ministériels des conseillers de Gouvernement. La Commission permanente devra s'occuper spécialement de cette fonction, qui pourrait être considérée comme temporaire.

De toutes parts des critiques se sont élevées au sujet de la quantité toujours plus grande d'immeubles de luxe que l'on voit affecter à l'installation des services administratifs. Le Gouvernement a été invité à dresser la liste de ces immeubles avec indication des prix d'achat ou de location; nous joignons sa réponse aux annexes du présent rapport. Il semble que les services temporaires pourraient, sans inconvénient, trouver place dans des locaux moins dispendieux. Quant aux services permanents qui doivent essaimer hors des ministères, il y a lieu d'en réaliser un groupement économique.

Le contrat « américain » est généralement condamné, à raison du gaspillage qui en est la suite inévitable. Si ce mode de traiter les entreprises de travaux publics a pu trouver sa justification dans les nécessités de la première période de notre reconstitution, il doit être écarté le plus tôt possible. Le Gouvernement se montre d'accord sur ce point avec la Section centrale, ainsi qu'en témoigne la réponse de M. le Ministre des Travaux publics.

Préoccupée de maintenir l'indépendance du Parlement, la Section centrale a voulu s'assurer que l'article 238 de la loi électorale est rigoureusement observé, et qu'aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre n'exerce un

emploi rémunéré par l'État. Les renseignements fournis en cette matière par les différents Départements ministériels sont généralement satisfaisants.

Enfin, mise en présence de l'augmentation générale des traitements, la Section centrale a cru devoir considérer la situation créée par la hausse des prix aux membres du Gouvernement eux-mêmes. On se rappellera que la question des traitements ministériels, soulevée dans la discussion du Budget de 1919, fut réservée à un examen ultérieur. Après s'être entourés de renseignements et avoir échangé leurs vues sur ce point, les membres de la Section centrale ont décidé, par un vote unanime, de proposer à la Chambre que le traitement des ministres soit porté de 21,000 francs à 35,000 francs, outre l'indemnité de 9,000 francs qu'il leur est allouée pour frais de représentation. Des amendements vous seront présentés dans ce sens lors de l'examen des Budgets des différents Départements.

Il a été remarqué, à cette occasion, que les travaux qui s'exécutent dans les hôtels ministériels sont extrêmement dispendieux. Les observations émises sur ce point seront jointes au rapport sur le Budget du Département des Travaux publics.

§ II. — Le Budget de la Guerre.

Les Budgets de la Guerre et de la Gendarmerie, avec leurs chiffres de 513,223,300 + 39,859,000 francs, s'élèvent à une somme plus forte que le montant total des dépenses ordinaires de tous les Départements ministériels repris ci-dessus (504,936,577 francs). C'est la réalisation d'une prévision émise par l'honorable M. Van Hoegaerden au cours du débat financier de la session dernière ⁽¹⁾ et plus du quintuple des sommes inscrites pour ces Budgets en 1914 (89,912,225 + 11,267,230 francs).

Deux coefficients concourent à ce résultat : celui de l'augmentation de l'effectif qui, de 60,000 hommes, s'est élevé à 400,000, et celui du prix des choses nécessaires au soldat. Cette dernière cause apparaît clairement par l'addition des trois chiffres suivants :

Nourriture des troupes. Fourrages.	fr.	160,885,000	»
Service de couchage		14,150,000	»
Habillement des troupes		123,087,000	»
TOTAL.	fr.	298,122,000	»

L'immense ménage que forme l'armée nationale voit ses frais augmenter dans la même proportion que le moindre budget domestique, et c'est de l'amélioration des conditions économiques seule que pourrait résulter une réduction de ces chiffres. Il n'en est pas moins opportun, au lendemain d'une

⁽¹⁾ *Annales parlementaires*. Session de 1919, p. 1889.

longue guerre, de contrôler soigneusement les dépenses militaires; l'intérêt bien compris de l'armée n'en sera que mieux servi.

Au surplus, le poids de ce Budget ne retombe pas entièrement sur les ressources ordinaires. Le remboursement par l'Allemagne des frais des troupes belges d'occupation l'allège d'une somme de 95 millions inscrite, comme recette exceptionnelle, à l'article 69 des Voies et Moyens.

La coopération militaire de la Belgique n'est pas moins nécessaire à l'œuvre de la paix qu'elle ne le fut à l'œuvre de la guerre libératrice. Nous aurons l'occasion, au cours de ce rapport, de souligner l'importance décisive qui s'attache, pour l'avenir de ce pays, à l'exécution du Traité de Versailles. Aux côtés de la France, dont le sort est lié, comme le nôtre, à l'équitable réparation, la Belgique doit être en mesure d'assurer le respect des conditions de paix.

§ III. — Le Budget des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes et Téléphones.

Ce Budget se distingue nettement des autres éléments du Budget général. Il offre, d'une part, les dépenses d'exploitations industrielles et commerciales entreprises par l'État et, d'autre part, les recettes produites par ces exploitations. Chiffres énormes, de part et d'autre, dont la balance exerce une influence prépondérante sur le solde final du Budget de l'État.

Avant la guerre, recettes et dépenses, y compris les charges du capital de premier établissement, se balançaient ou peu s'en faut ⁽¹⁾. Mais actuellement, nous subissons les effets d'une crise universelle qui entraîne partout les mêmes difficultés et provoque les mêmes mesures. On pose en principe que le déficit des entreprises de transports et autres dont l'État assume la gestion ne peut retomber sur les contribuables, mais doit être couvert par les recettes propres à ces entreprises, et l'on procède au relèvement des tarifs. Mais le prix de la main-d'œuvre, du combustible et de tous approvisionnements quelconques monte trop rapidement pour que le niveau s'établisse.

Notre Budget offre un chapitre de cette histoire. Les recettes des chemins de fer, postes, etc., ont pu, grâce au relèvement des tarifs et à l'activité qui règne dans le pays, être évaluées à des chiffres très supérieurs aux prévisions de 1919 :

	Budget de 1919.		Budget de 1920.
Chemins de fer fr.	301,000,000	»	600,000,000 »
Postes	25,070,300	»	38,896,920 »
Télégraphes et Téléphones.	7,300,000	»	34,715,200 »

(1) De 1833 à 1914, le total des bonis s'élève à fr. 200,426,794.81 et celui des malis à fr. 187,704,300.53.

(2) Chiffre auquel il convient d'ajouter la somme de 24,923,080 francs prélevée sur le produit des Postes pour être attribuée au fonds communal.

Mais la progression des dépenses n'est pas moins rapide :

	Budget de 1919.		Budget de 1920.
Chemins de fer fr.	365,022,897	»	622,943,445 »
Postes, Télégraphes et Téléphones .	57,396,275	»	112,473,252 »

Bref, l'ensemble des dépenses des différentes régies, portées au Budget ordinaire, atteint le chiffre de 817 millions, tandis que la totalité des recettes ne dépasse pas 707 millions.

Si la différence entre ces deux chiffres comportait tout le déficit à prévoir, il n'y aurait pas lieu de s'en préoccuper. D'autant moins que les prévisions seront probablement dépassées dans quelque mesure ; en effet, la recette de 50,550,000 francs encaissée par les Chemins de fer durant le mois de février (qui est généralement inférieure à la moyenne mensuelle de l'année) promet un rendement total de 650 millions.

Mais d'autres éléments doivent entrer en ligne de compte. Il faut ajouter à la somme des dépenses les charges du capital de premier établissement et les pensions, soit 120 à 130 millions. En outre, un nouveau relèvement des traitements et des salaires, décidé au début de cette année, entraînera un surcroît de dépense que l'on évalue approximativement à 135 millions.

C'est donc un déficit de plus de 200 millions, sans les charges du capital, et de plus de 300 millions, compte tenu de celles-ci qu'il faut escompter si les tarifs ne peuvent suivre l'allure des dépenses. Et un troisième relèvement des tarifs n'amènerait-il pas le fléchissement du trafic ?

Nous nous trouvons dans une période d'adaptation dont il est impossible de fixer la durée. Les pertes qu'entraîne cette période ne paraissent pas devoir être couvertes par des ressources fiscales, mais bien par une majoration du capital de premier établissement des régies.

§ IV. — Le Budget de la Dette publique.

Nous examinerons, en dernier lieu, ce Budget, — le premier dans l'ordre de présentation, — parce qu'il recueille et traduit les conséquences de tous les autres.

Le projet n'y inscrit à l'ordinaire que fr. 280,907,660.89, contre fr. 240,334,479.67 portés au Budget de 1919. La différence de 40 millions correspond à une part forfaitaire des charges d'emprunts inscrites au Budget extraordinaire, part qui ne peut être mise au compte de l'indemnité de guerre. Nous aurons à revenir sur ce chiffre de 40 millions.

Le service des emprunts et des pensions qui résultent de la guerre est porté au Budget extraordinaire. Réserve faite des distinctions qu'il convient d'établir entre les divers éléments du Budget extraordinaire, cette imputation se fonde sur des raisons péremptoires. En effet, les capitaux de tous les emprunts contractés à raison de faits dont le Traité de Versailles stipule la

réparation devront être remboursés par l'Allemagne; les intérêts même de ces capitaux sont recouvrables conformément au paragraphe 16 de l'annexe II du Titre VII du Traité. De même, les pensions militaires, les allocations aux victimes civiles de la guerre sont couvertes par une créance à charge de l'Allemagne.

Il n'en est pas moins vrai que la Belgique elle-même est engagée du chef de ces emprunts et de ces pensions, et que les dépenses qui en résultent ont un caractère de permanence qui, au point de vue comptable, les assimile aux dépenses ordinaires. C'est pourquoi le relevé de ces dépenses doit prendre place ici :

Intérêts et frais des Bons monétaires. (Art. 1 ^{er} du Budget extraordinaire.)	fr. 152,100,000 »
Intérêts de l'Emprunt de Restauration nationale. (Art. 2.)	79,792,119 »
Intérêts de la Dette flottante. (Art. 3 non limitatif.)	80,000,000 »
Intérêts de la Dette interprovinciale. (Art. 4.)	107,830,000 »
Intérêts des titres délivrés du chef de la réparation des dommages de guerre. (Art. 5.)	250,000,000 »
Annuité du Crédit communal. (Art. 8.)	26,250,000 »
Pensions militaires. (Art. 9.)	76,300,000 »
Allocations aux victimes civiles. (Art. 10.)	5,000,000 »
Intérêts de l'Emprunt de 1920	136,700,000 »
TOTAL.	fr. 913,972,119 »

Ajoutons à ce total les 240,907,000 francs repris plus haut, nous arrivons à *un milliard cent cinquante-quatre millions*, chiffre de l'annuité au paiement de laquelle la Belgique est engagée du chef de ces emprunts, des jugements des tribunaux de dommages et des pensions. Cette simple addition montre quelles seraient pour ce pays les conséquences financières de l'inexécution du Traité de Versailles. Encore sommes-nous loin d'avoir atteint la limite des engagements à naître de la guerre.

Pour ce qui concerne le présent Budget, la Section centrale s'est ralliée à la thèse que le Gouvernement énonce en ces termes dans son Exposé général (p. iv) : « En attendant que le service de ces pensions et de ces emprunts puisse être assuré par des versements à opérer par l'Allemagne, il ne peut être question d'en charger la colonne de nos dépenses ordinaires qui doivent trouver leur contre-partie dans le produit de nos revenus annuels. » Mais une divergence de vues s'est produite entre le Gouvernement et la Section, lorsqu'il s'est agi de déterminer la part des emprunts qui serait inscrite au Budget ordinaire.

Le projet du Budget fixe cette part forfaitairement à 40 millions. La Section estime qu'il serait prudent de la porter à 200 millions, eu égard à des éventualités possibles et sous réserve de tous droits. De plus, dans l'intérêt du crédit public, il paraît bon d'adopter la méthode que le Ministère des

Finances de la République française énonce en ces termes dans le projet de budget de 1920 : « Fidèles à la règle absolue que nous nous sommes tracée de gager par des recettes permanentes et normales le service de tous nos emprunts, nous serons amenés, lorsque ces opérations de crédit auront été réalisées, à inscrire en dépense ordinaire le montant de leurs arrérages ⁽¹⁾. » Sans doute, l'Allemagne doit payer finalement une grande partie de ces emprunts ; mais quand l'État fait appel à l'épargne publique ou à la confiance de l'étranger, il doit s'assurer les ressources nécessaires pour tenir ses engagements. Agir comme fait le Gouvernement français ne semble pas compromettre nos revendications, puisque les cas sont identiques.

Si la Chambre adopte cette méthode, il y a lieu de transférer du Budget extraordinaire à l'ordinaire :

Les charges de l'emprunt de la Restauration nationale . fr.	79,792,119	»
Les charges de la Dette flottante	80,000,000	»
Les charges de l'emprunt de 1920 (un semestre)	62,500,000	»
. TOTAL	222,292,119	»

Cette controverse sera reprise dans le rapport sur le Budget de la Dette publique.

*
* * *

Nous avons rapidement passé en revue les dépenses *annuelles* et, par conséquent, ordinaires au point de vue comptable : 504 millions pour les grandes administrations ; 543 millions pour l'armée ; 817 millions pour les régies ; 1,154 millions pour les arrérages des dettes et des pensions, en tout *trois milliards de francs*, auxquels s'ajouteront 300 millions de charges nouvelles à résulter de l'augmentation générale des traitements. Il faut retenir ce chiffre, quoi que l'on puisse, à juste titre, en déduire des fractions importantes.

(1) Chambre des députés. Session de 1919. Document n° 168.

II.

LE BUDGET EXTRAORDINAIRE.

Au Budget extraordinaire sont inscrites des dépenses dont la somme s'élève à six milliards quatre cent dix millions. Une répartition sommaire indiquera les principaux objets auxquels elles se rattachent.

La Dette publique : 785 millions.

Nous avons énuméré ci-dessus les charges d'emprunts qui, résultant de la réparation des faits de guerre, incombent à l'Allemagne, tant en intérêts qu'en capital. Il convient cependant de ne pas oublier que le texte du paragraphe 16 du Titre VIII du Traité de Versailles ne met à charge de l'Allemagne que l'intérêt au taux de 5 %, à partir du 1^{er} mai 1921, sur la dette qui sera fixée par la Commission des Réparations et, pour le surplus, laisse à cette Commission la faculté d'apprécier ce qu'il conviendra d'accorder aux Puissances créancières. Au chiffre donné ci-dessus, il conviendrait d'ajouter 62,500,000 francs pour un semestre de l'emprunt de 1920, si l'on ne préfère — suivant les vues de la Section centrale — inscrire les charges de ce dernier emprunt au Budget ordinaire.

L'Office des Régions dévastées et le Fonds du Roi Albert :

1,390 millions.

En contre-partie de ces dépenses s'inscrivent des recettes pour 71 millions.

Quelle part de l'œuvre totale de reconstitution réalisera-t-on au moyen de cette dépense? Quelle charge auront à supporter les exercices ultérieurs? La Section centrale a interrogé le Gouvernement à ce sujet. Dans sa réponse, M. le Ministre de l'Intérieur, tout en formulant les réserves que comporte pareille prévision, indique la proportion de 40 % comme étant celle des dépenses prévues pour l'année 1920 par rapport à l'ensemble du programme à réaliser.

Reconstitution de l'Agriculture : 118 millions.

En déduction s'inscrit une recette de 10 millions (art. 73 des Voies et Moyens).

Travaux publics : 226 millions.

Ces dépenses ont pour objet principal la réfection des routes, des canaux et des ports; elles correspondent, à concurrence de la moitié, à la réparation des dommages de guerre.

Ravitaillement et Secours : 1,596 millions.

Le produit de la vente d'articles de ravitaillement, inscrit comme recette extraordinaire (art. 74 des Voies et Moyens), n'est évalué qu'à 1,359 millions. La différence entre ce produit et le montant de la dépense, soit 237 millions, résulte notamment de pertes, s'élevant à 110 millions, sur la réalisation des stocks des coopératives intercommunales et sur le charbon ⁽¹⁾ et de l'affectation aux œuvres de secours d'un crédit de 92 millions (art. 102 B).

Une charge supplémentaire de 150 à 200 millions va grever les frais du ravitaillement par suite des mesures prises pour atténuer le renchérissement du pain.

Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes et Téléphones :

1,227 millions.

Dont 325 millions pour les Voies et Travaux et 774 millions pour la Traction et le Matériel.

Lorsque ces crédits seront épuisés, la reconstitution du réseau et du matériel des chemins de fer sera un fait accompli et les Budgets ultérieurs n'auront plus à supporter de charges analogues.

Ministère de la Défense Nationale : 350 millions.

Contribuent à former ce total, les crédits pour pensions et secours (153 millions), pour aide à la restauration du foyer du combattant (50 millions) et pour aide et protection aux familles d'officiers, sous-officiers, soldats et gendarmes rengagés (12 millions), crédits imputables sur l'indemnité de guerre.

Indemnités pour dommages de guerre : 600 millions.

Il s'agit des indemnités à liquider et des avances à faire à la Fédération des Coopératives de sinistrés, ainsi que d'allocations aux victimes civiles de la guerre.

(1) Projet de Budget, développements, p. 711.

Tels sont les chiffres les plus importants du Budget extraordinaire. Ensemble, ils forment un total 6,293 millions : presque tout ce Budget. Les recettes correspondantes réduisant de 1,480 millions ce total, et ramènent la somme de dépenses à couvrir par des ressources extraordinaires au chiffre de (6,410 — 1,480) 4,930 millions.

Au point de vue comptable, notre projet de budget répartit les dépenses extraordinaires en deux classes, la première comprenant les dépenses dites *normales*, la seconde celles qui résultent de la guerre. Les premières répondent à la définition classique du Budget extraordinaire, c'est-à-dire qu'elles concourent à l'accroissement du patrimoine de l'État ; les autres sont des dépenses exceptionnelles dont les événements ont imposé la nécessité, ou des avances sur les réparations dues par l'Allemagne.

On trouve dans le projet de budget présenté par le Gouvernement français les mêmes groupes de dépenses, mais classés différemment. Du Budget extraordinaire, il est formé deux sections : l'une comprenant les charges exceptionnelles résultant directement des hostilités, l'autre les dépenses extraordinaires proprement dites ou d'outillage national. L'inscription au Budget extraordinaire de dépenses qui n'y rentrent point par définition est justifiée en ces termes dans l'exposé du ministre français : « Nul ne pouvait concevoir que les dépenses de toute nature incombant à l'État au lendemain d'une guerre semblable à celle que nous venons de subir fussent confondues, comme avant cette guerre, dans un budget unique entièrement équilibré par des recettes ordinaires et permanentes. Il n'eût pas été juste de faire peser sur la génération présente, qui a déjà payé un si lourd tribut à la patrie, le poids de toutes ces dépenses ; au surplus, cela n'eût pas été praticable ⁽¹⁾. » La même pensée se trouve exprimée dans l'exposé du ministre belge (p. iv).

Quant aux dépenses pour réparations, en d'autres termes aux avances sur frais mis à charge de l'Allemagne par le Traité de paix, le Gouvernement français en a formé un budget séparé sous le titre de « Compte de l'Allemagne et des Puissances avec lesquelles les Alliés ont été en guerre. » L'objet essentiel de ce compte consiste à « suivre séparément, dans des écritures entièrement distinctes des prévisions budgétaires, toutes les dépenses que le pays aura à supporter au cours de l'exercice 1920 et dont la contrepartie se trouve dans les droits que la France tient des traités. »

On peut objecter à cette méthode qu'elle anticipe sur les décisions de la Commission des Réparations ; le Ministre français répond : « Nous ne prétendons point, au surplus, malgré tout le soin apporté à la répartition des crédits entre ces trois catégories, avoir réalisé d'ores et déjà une discrimination parfaite entre les diverses natures de dépenses ; toutes les corrections opportunes pourront être ultérieurement accueillies ⁽²⁾. » Et plus loin :

(1) Document français, n° 168, p.

(2) Exposé, pp. 13-14.

« Nous tenons à déclarer que cette ventilation ne saurait en aucune façon engager les vues du Gouvernement de la République ou de ceux qui le représentent à la Commission des Réparations au sujet de l'interprétation des clauses des traités de paix. Nous vous soumettons les résultats d'un travail exclusivement comptable ⁽¹⁾. » Bref, tous droits restent saufs ; il s'agit simplement de débrouiller le chaos des charges budgétaires.

La Section centrale a jugé désirable, dans un but de clarté, d'opérer un classement provisoire des dépenses inscrites au budget extraordinaire comme résultant de la guerre, de manière à faire ressortir la part de ces dépenses qui incombe à l'Allemagne. Elle en a confié le soin aux rapporteurs du budget extraordinaire.

Lorsqu'il s'agit d'exposer au pays les difficultés d'ordre financier que la guerre a values à la Belgique, naguère si prospère et si libre de charges publiques, il importe avant tout de marquer les responsabilités encourues par l'agresseur d'un pays neutre et de revendiquer l'exécution des réparations qu'une paix victorieuse a stipulées.

L'aveu, de la part de l'Allemagne, est formel.

Le 9 mai 1919, à la première rencontre des délégués allemands avec les représentants des Alliés, le comte Brockdorff-Randzau, tout en cherchant à éluder l'immense responsabilité qui pèse sur son pays, se voyait contraint de dire : « Je considère comme le but le plus prochain la restauration des territoires de Belgique et du Nord de la France qui ont été occupés par nous et dévastés par la guerre. Nous nous y sommes engagés d'une façon solennelle et sommes résolus à exécuter cet engagement dans la mesure qui a été convenue entre nous. » La note allemande du 13 mai contient le même aveu : « Quant à la Belgique, l'Allemagne est prête à réparer les dommages causés à la Belgique dans toute leur étendue. »

Et la contre-proposition formulée le 29 par l'Allemagne fonde toute obligation de réparer sur la violation de la neutralité belge :

« Ainsi, ce n'est qu'en ce qui concerne l'attaque contre la Belgique que le Gouvernement allemand, au moment de la conclusion de l'armistice, a assumé une responsabilité. Aussi, cette responsabilité, pour l'instant, est-elle limitée à la Belgique. Elle peut, par le même processus, être admise en ce qui concerne le Nord de la France, puisque les armées allemandes, pour atteindre ces territoires, ont dû violer la neutralité belge. Par contre, une extension de notre responsabilité aux régions occupées en Italie, au Monténégro, en Serbie et en Roumanie n'est pas admissible du seul fait qu'il ne peut être question d'une agression de l'Allemagne, contrairement au droit des gens, à l'encontre de ces pays ⁽²⁾.

On connaît les principes et les règles qui furent consacrés par le Traité de Versailles.

⁽¹⁾ Exposé, pp. 22-23.

⁽²⁾ *Le Temps*, 9 mai et 17 juin 1919.

L'article 231 affirme la responsabilité de l'Allemagne et de ses alliés pour tous les dommages. L'article 232, vu l'impossibilité d'une réparation complète, stipule la réparation de tous les dommages causés à la population civile des pays alliés et associés et à ses biens; il impose, en outre, à l'Allemagne, l'obligation de rembourser les sommes empruntées par la Belgique aux Gouvernements alliés et associés jusqu'au 11 novembre 1918.

L'Annexe I du Titre des réparations définit les dix classes de dommages visées par l'article 132; les voici :

1° Dommages causés aux civils atteints dans leur personne ou dans leur vie et aux survivants qui étaient à la charge de ces civils par tous actes de guerre, y compris les bombardements ou autres attaques par terre, par mer ou par la voie des airs, et toutes leurs conséquences directes ou de toutes opérations de guerre des deux groupes de belligérants, en quelque endroit que ce soit;

2° Dommages causés par l'Allemagne ou ses alliés aux civils victimes d'actes de cruauté, de violence ou de mauvais traitements (y compris les atteintes à la vie ou à la santé par suite d'emprisonnement, de déportation, d'internement ou d'évacuation, d'abandon en mer ou de travail forcé), en quelque endroit que ce soit, et aux survivants qui étaient à la charge de ces victimes;

3° Dommages causés par l'Allemagne ou ses alliés, sur leur territoire ou en territoire occupé ou envahi, aux civils victimes de tous actes ayant porté atteinte à la santé, à la capacité de travail ou à l'honneur, et aux survivants qui étaient à la charge de ces victimes;

4° Dommages causés par toute espèce de mauvais traitements aux prisonniers de guerre;

5° En tant que dommage causé aux peuples des Puissances alliées et associées, toutes pensions ou compensations de même nature aux victimes militaires de la guerre (armées de terre, de mer ou forces aériennes), mutilés, blessés, malades ou invalides, et aux personnes dont ces victimes étaient le soutien; le montant des sommes dues aux Gouvernements alliés et associés sera calculé, pour chacun desdits Gouvernements, à la valeur capitalisée, à la date de la mise en vigueur du présent Traité, desdites pensions ou compensations, sur la base des tarifs en vigueur en France, à la date ci-dessus;

6° Frais de l'assistance fournie par les Puissances alliées et associées aux prisonniers de guerre, à leurs familles et aux personnes dont ils étaient le soutien;

7° Allocations données par les Gouvernements des Puissances alliées et associées aux familles et aux autres personnes à la charge des mobilisés ou de ceux qui ont servi dans l'armée; le montant des sommes qui leur sont dues pour chacune des années au cours desquelles les hostilités se sont produites sera calculé, pour chacun desdits Gouvernements, sur la base du

tarif moyen appliqué en France, pendant ladite année, aux paiements de cette nature ;

8° Dommages causés à des civils par suite de l'obligation qui leur a été imposée par l'Allemagne ou ses alliés de travailler sans une juste rémunération ;

9° Dommages relatifs à toutes propriétés, en quelque lieu qu'elles soient situées, appartenant à l'une des Puissances alliées et associées et à leurs ressortissants (exception faite des ouvrages et du matériel militaires ou navals) qui ont été enlevées, saisiés, endommagées ou détruites par les actes de l'Allemagne ou ses alliés sur terre, sur mer ou dans les airs, ou dommages causés en conséquence directe des hostilités ou de toutes opérations de guerre ;

10° Dommages causés sous forme de prélèvements, amendes ou exactions similaires de l'Allemagne ou de ses alliés au détriment des populations civiles.

Enfin, le paragraphe 16 de l'annexe du même titre détermine la dette d'intérêts :

« Le Gouvernement allemand sera débité, à partir du 1^{er} mai 1921, de l'intérêt sur sa dette telle qu'elle aura été fixée par la Commission, déduction faite de tous versements effectués sous forme de paiements en espèces ou leurs équivalents, ou en bons émis au profit de la Commission et de tous paiements visés à l'article 243. Le taux de cet intérêt sera fixé à 5 %, à moins que la Commission n'estime, à quelque date ultérieure, que les circonstances justifient une modification de ce taux. »

« La Commission, en fixant au 1^{er} mai 1921 le montant global de la dette de l'Allemagne, pourra tenir compte des intérêts dus sur les sommes afférentes à la réparation des dommages matériels à partir du 11 novembre 1918 jusqu'au 1^{er} mai 1921. »

Le budget français, qu'il est bon de consulter sur ce point à raison de l'analogie des situations, porte au compte de l'Allemagne : la reconstitution des régions dévastées, les pensions aux blessés, aux mutilés, aux veuves et aux orphelins de la guerre, les allocations aux victimes civiles, les indemnités pour dommages matériels et le paiement d'intérêts sur les sommes dues pour ces indemnités. Les traitements et frais d'administration des divers services de reconstitution sont compris dans ces dépenses.

On aperçoit de suite l'effet de l'application de ces règles sur notre budget extraordinaire. Celui-ci est constitué par des dépenses de premier établissement (extraordinaires normales) à concurrence de 395 millions, et des dépenses résultant de la guerre pour 6,014 millions. Ces dernières sont, pour la plus grande partie, de celles que l'Allemagne devra solder selon les stipulations de Versailles. Sans parler des charges occasionnées par le retrait de la monnaie allemande et qui sont couvertes par une Convention spéciale,

les intérêts et pensions portés aux articles 1 à 10 des dépenses extraordinaires relèvent du paragraphe 46 de l'Annexe 11, sous déduction d'une part à déterminer.

La reconstitution des régions dévastées (1,340 millions), celle de l'agriculture (118 millions), la plus grande partie des travaux publics (124 millions), les dépenses extraordinaires des chemins de fer et autres régies à concurrence de 991 millions; celles du Ministère de la Défense nationale pour une part considérable de la somme de 311 millions portée pour dépenses résultant de la guerre; somme de 600 millions prévue pour indemnités du chef de dommages de guerre : tous ces éléments prépondérants du budget extraordinaire, outre de nombreuses dépenses que l'on rencontrera au cours de l'examen de ce budget, rentrent dans les définitions énoncées à l'Annexe 1.

Resteront à la charge de la Belgique, outre la colonne des dépenses normales ou d'outillage (395 millions d'après le projet), une partie des sommes d'intérêts imputées sur l'extraordinaire, le solde déficitaire du ravitaillement et des secours et une partie des dépenses militaires portées à la colonne des dépenses de guerre.

Opérer une ventilation exacte n'est pas possible. Mais il est permis d'affirmer que, du découvert de 4,930 millions qui résulte de la comparaison des recettes et des dépenses extraordinaires, 4 milliards au moins ne constitueront que des avances à recouvrer sur les versements dus par l'Allemagne.

En terminant ce rapide aperçu, il reste à signaler, d'après une communication adressée par M. le Ministre de l'Intérieur à la Section centrale, que des portions importantes de crédits se trouvent portées en double.

En effet, « il est à noter que des dépenses pour la reconstruction des régions dévastées sont prévues par d'autres Départements au Budget de 1920. Les évaluations données ci-dessus supposent que, pour la remise en état de leurs biens immobiliers, autres que les appareils industriels, immeubles par destination, la généralité des sinistrés y compris les administrations communales, adhéreront au système des indemnisations en nature proposé par le Ministère de l'Intérieur.

« Dans la mesure où, pour la réparation de ces mêmes dommages, les sinistrés préféreront s'adresser aux tribunaux des dommages de guerre, ou solliciter des avances des coopératives créées à l'intervention du Département des Affaires Économiques, les frais de reconstruction seront imputables sur le crédit (non limitatif) porté pour 600,000,000 de francs à l'article 251 du Budget. (Ministère des Affaires Économiques.) »

III

LA DETTE PUBLIQUE

Déficit du service ordinaire, importance des dépenses extraordinaires, délai des versements dus par l'Allemagne, tout cela mène à l'emprunt. La dette publique monte avec une rapidité inouïe et, parmi beaucoup de causes d'embarras, c'est la plus grave.

Voici les chiffres à la date du 1^{er} mars 1920 :

DETTE PUBLIQUE

Situation au 1^{er} mars 1920.

A. — DETTE CONSOLIDÉE.

<i>Intérieure :</i>	Capitaux.	Évaluation des charges.
2 1/2 % fr.	219,959,631 74	5,498,990 78
3 %, 1 ^{re} Série	508,849,275 »	17,885,510 76
3 %, 2 ^{me} Série	2,838,300,582 22	99,023,571 30
3 %, 3 ^{me} Série	241,136,500 »	8,511,657 »
3 %, Servitudes militaires	1,689,249 13	50,676 89
5 %, Restauration Nationale . . .	1,575,677,300 »	86,662,251 50
TOTAL. . . fr.	5,385,612,538 89	217,632,658 23
<i>Extérieure :</i>		
3 %, 4 ^{me} Série fr.	242,660,787 20	17,521,161 22
Obligations françaises de la Défense Nationale	56,254,200 »	2,812,710 »
TOTAL. . . fr.	298,914,987 20	20,333,871 22

B. — DETTE FLOTTANTE.

<i>Intérieure :</i>		
Bons de Trésor fr.	1,113,274,000 »	32,000,000 »
Bons du Trésor de Restauration Monétaire	3,040,312,700 »	152,100,000 »
Bons interprovinciaux	2,347,800,000 »	107,830,000 »
TOTAL. . . fr.	6,501,416,700 »	291,930,000 »

Versements anticipés du Consortium
des Banques à valoir sur le pro-
de l'Emprunt 5 %, à prime . . .

763,379,200 » (1)

Extérieure :

Bons du Trésor :

Francs français	1,000,000 »	45,000 »
£ 930,480	25,937,130 »	1,860,960 »
\$ E. U. 52,588,581 14	470,000,000 »	39,000,000 »
TOTAL. . fr.	496,937,130 »	40,905,960 »

C. — DETTE INDIRECTE.

Annuités dues pour rachat de che-
mins de fer.

314,233,588 04 16,341,250 19

D. — AVANCES DES PUISSANCES ALLIÉES DEPUIS L'ARMISTICE (2).

France fr.	191,305,866 53	
Angleterre £ 7,603,234 : II : 5	191,305,866 52	
Etats-Unis \$ 166,955,000	864,826,900 »	
TOTAL. . fr.	1,247,438,633 05	(2)

E. — AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE.

(Convention du 19 juillet 1919)
relatives au retrait des monnaies
allemandes :

Montant primitif fr. 5,800,000,000

Remboursements

effectués . . . 300,000,000

Reste dû . fr. 5,500,000,000 5,500,000,000 » (3)

TOTAL. . fr. 20,507,932,776 38 587,143,739 64

(1) Le Trésor bonifiera un intérêt réduit sur ces versements, jusqu'aux dates officielle-
ment fixées pour le versement, par les souscripteurs, des termes successifs de l'Emprunt.

(2) Ces avances ont été affectées, pour une part importante, à des dépenses de guerre; la
partie de ces avances qui restera définitivement à charge de la Belgique ne peut encore
être fixée.

(3) Ces avances sont faites sans intérêt, mais une bonification annuelle de fr. 0.35 % est
alloué à la Banque Nationale en remboursement des frais de circulation et de timbre sur
les billets émis par elle à l'occasion du retrait des monnaies allemandes.

F. — EMPRUNT 5 % A PRIME EN COURS D'EXÉCUTION (COMPLÉMENT DES VERSEMENTS) :

	Capitaux.	Évaluation des charges.
	1,736,620,800 »	136,700,000 »
TOTAL . . fr.	22,244,553,576 38	723,843,737 64

POUR MÉMOIRE :

Avances des États-Unis jusqu'à l'armistice fr. 171,780,000

Bons du Trésor :

Garantie des crédits anglais de Reconstruction Nationale	£ 2,150,000
Garantie des crédits de la Hudson's Bay Company	£ 650,000
Crédits Canadiens	\$ 1,700,000

Ce passif de 22 1/4 milliards se décompose, quant à l'origine, de la manière suivante :

a) Cinq milliards étaient dus à la date du 1^{er} août 1914 : dette relativement légère et compensée, pour 3 milliards environ, par l'actif des chemins de fer et des autres régies ;

b) Dix milliards, à peu près, résultent de l'exploitation financière du pays par l'Allemagne durant l'occupation.

Ce total comprend :

Les emprunts interprovinciaux fr.	2,347,800,000 »
La part versée en marks des Bons de restauration monétaire	2,000,000,000 »
Les avances de la Banque Nationale pour l'échange des marks	5,500,000,000 »
La part de l'Emprunt de 1920 affectée à la réduction de ces avances	300,000,000 »
TOTAL. . . fr.	10,147,800,000 »

c) Sept milliards ont été absorbés, depuis l'armistice, par le règlement des arriérés dus par l'État, par les dépenses de l'armée, du ravitaillement et des secours, par le déficit du budget ordinaire et surtout par les réparations dont la charge incombe à l'Allemagne.

Ils ont été fournis par trois emprunts intérieurs :

Bons de Restauration monétaire versés en francs. fr.	1,000,000,000 »
Emprunt de Restauration nationale	1,575,677,300 »
Emprunt de 1920 (en cours d'exécution).	2,200,000,000 »
TOTAL. . . fr.	4,775,677,300 »

Et par des avances des Puissances alliées :

Avances françaises depuis l'armistice ⁽¹⁾	fr.	191,305,866	53
Avances anglaises depuis l'armistice		191,305,866	52
Avances américaines depuis l'armistice		864,826,900	»
TOTAL.	fr.	1,247,438,633	05

Bons du Trésor émis à l'étranger :

Francs français	fr.	1,000,000	»
£ : 930,480		25,937,130	»
s E. U. : 52,588,581 14 ⁽²⁾		470,000,000	»
TOTAL.	fr.	496,937,130	»

TOTAL GÉNÉRAL. fr. 6,520,053,433 05

Le complément de la somme de 7 milliards est fourni par les Bons du Trésor émis dans le pays.

On peut affirmer, en toute justice, que cette troisième part de notre dette est imputable, comme la seconde, à l'agression allemande. Reste à savoir quelle en est la part qui, aux termes du Traité de Versailles, pourra être admise par la Commission des Réparations.

Au cours de l'année 1920, le total de 22 $\frac{1}{4}$ milliards relevé ci-dessus doit rapidement s'élever, si l'on s'en tient aux prévisions budgétaires. En effet, d'une part, l'article 5 des dépenses extraordinaires évalué à 250 millions les intérêts à 5 % des titres délivrés ou à délivrer du chef de la réparation des dommages de guerre en exécution de la loi du 10 mai 1919 ; le capital dû par l'État serait donc, de ce chef, de 5 milliards ; d'autre part, l'exécution des prévisions budgétaires exigera l'émission de la seconde tranche de l'emprunt de 5 milliards autorisé par la loi du 27 janvier 1920.

A l'issue de l'exercice courant, le montant de la Dette publique serait donc :

Chiffre arrêté en mars	22,244,553,576	»
Capital des titres délivrés pour la réparation des		
dommages de guerre.	5,000,000,000	»
Seconde tranche de l'Emprunt	2,500,000,000	»
TOTAL.	fr. 29,744,553,576	»

Et les réparations ne seront pas terminées !

(1) Le montant de ces avances est compté au pair monétaire parce qu'il doit être remboursé sur la priorité de 2 milliards de marks à prélever par la Belgique sur les paiements qui auront été portés au compte de l'Allemagne à la date du 1^{er} mai 1921.

(2) Le dollar coté au cours porté dans la comptabilité.

Afin de se rendre approximativement compte des éventualités futures, la Section centrale a interrogé les trois Départements desquels relèvent pour la plus grande partie les dommages de guerre, sur les dépenses qu'il resterait à faire après exécution du programme prévu au présent budget :

M. le Ministre des Chemins de fer estime avoir couvert la totalité des réparations exigées par son Département.

M. le Ministre de l'Intérieur, sous les réserves indispensables, évalue le programme prévu pour 1920 à 40 % de l'œuvre totale de la reconstitution des Régions dévastées.

M. le Ministre des Affaires Économiques déclare ne pouvoir déterminer, même approximativement, le total des indemnités qui seront allouées sur plus d'un million de demandes introduites devant les tribunaux des dommages de guerre.

Nous en savons assez pour ajouter, du chef des réparations, un nouveau capital de plusieurs milliards à la somme de notre dernière addition.

En même temps, les déficits des budgets ordinaires, les charges annuelles des budgets extraordinaires, notamment les intérêts, les secours, les pensions qui sont portés à ce budget, laisseront chaque année un découvert de plus d'un milliard. Est-il besoin de poursuivre les calculs pour que chacun aperçoive le péril?

Il a fallu montrer à quel désastre aboutirait notre pays, si l'Allemagne échappait aux engagements qu'elle a signés. Mais, supposé ces mêmes engagements tenus, les choses prennent un tout autre aspect. Nous possédons, en effet, trois créances qui équilibreront une grande partie du passif :

1. Six milliards cent millions de marks-papier retirés de la circulation et devenus la propriété de l'État.

En exécution d'une convention signée à Berlin, le 25 novembre 1919, ce papier-monnaie doit être échangé à concurrence de 5 milliards 500 millions, contre 40 Bons du Trésor de l'État allemand portant intérêt à 5 % l'an à partir du 1^{er} mai 1921, et remboursables par tranches d'un import progressif à partir du 1^{er} mai 1920 jusqu'au 1^{er} novembre 1839. La différence de change qui sera établie lors de l'échéance des quarante bons et des coupons d'intérêt qui s'y rapportent sera couverte par des Bons du Trésor de l'État allemand exprimés en francs belges à l'échéance du 1^{er} novembre 1839.

Les six cents millions de marks restants seront convertis en Bons du Trésor productifs d'un intérêt de 5 % l'an à partir du 1^{er} mai 1921, et remboursables en vingt annuités égales sans bonification des différences de change.

Toutefois, cette Convention, dont les effets devraient sortir dès la ratification du Traité de Versailles, n'a pas encore reçu de commencement d'exécution. Interrogé à ce sujet par la Section centrale, M. le Premier Ministre

a répondu : « La Convention n'a pas été dénoncée ; nous n'avons pas de raison de croire qu'elle ne sera pas exécutée. »

2. Le droit consenti à la Belgique par les États-Unis, l'empire Britannique, la France et l'Italie de recevoir en acompte sur les indemnités de réparations auxquelles elle a droit l'équivalent de 2 1/2 milliards de francs or, à prélever sur les premiers paiements effectivement reçus en espèces de l'Allemagne.

A cet effet, seront considérés comme espèces :

1° Le numéraire reçu par la Commission des Réparations ;

2° Le produit de la vente par ladite Commission des devises ou valeurs reçues de l'Allemagne ;

3° La valeur des prestations et réparations en nature reçues de l'Allemagne en exécution des clauses du Traité de paix et portées au débit des Gouvernements Alliés et Associés. Ce dernier élément n'interviendra qu'au 1^{er} mai 1924. Il est entendu que les restitutions visées par l'article 238 du Traité (restitution des espèces ou valeurs enlevées et restitutions à l'identique) n'entreront pas en compte.

Indépendamment de cette avance de 2 1/2 milliards — dont on prévoit l'amortissement en trente années — la Belgique participera, dans la proportion qui lui sera attribuée, à la répartition des premiers versements et aux versements ultérieurs ⁽¹⁾.

Ainsi donc, cet acompte est gagé sur la totalité des prestations en nature effectuées par l'Allemagne en exécution du Traité au 1^{er} mai 1924. Or, les Commissions centrales allemandes compétentes ont évalué la valeur en or, au moment de la livraison, des diverses prestations effectuées jusqu'à présent, à plus de 36 milliards de marks ⁽²⁾. Même en supposant ce chiffre exagéré, la priorité belge est amplement assurée.

Sur le montant de cette priorité, il est vrai, doit être prélevé le remboursement des avances reçues des Puissances alliées depuis l'armistice, soit 1,247 millions (sous réserve du compte définitif à établir, et en évaluant la livre et le dollar au pair monétaire). Une somme de 1 milliard de marks or au moins restera donc disponible pour les dépenses de l'exercice 1924.

3. Enfin, le solde de la part proportionnelle qui sera attribuée à la Belgique dans les versements à effectuer par l'Allemagne.

Le montant de cette part résultera de deux décisions à prendre par la Commission des Réparations le 1^{er} mai 1924, au plus tard ;

Décision fixant le montant de la créance qui sera admise au profit de la Belgique. Pour établir ce montant, les délégués du Gouvernement belge

⁽¹⁾ Session de 1919. Document n° 203, p. 11.

⁽²⁾ *Bulletin de documentation économique*, n° 108, article 3470.

posséderont une documentation précise qui substituera des faits indiscutables aux calculs a priori dont certains publicistes ont tiré argument ;

Décision fixant la dette générale de l'Allemagne. On connaît les controverses qui ont surgi à ce sujet et le récent accord du Conseil suprême des Alliés sur la « nécessité de fixer au plus tôt la dette de l'Allemagne, en tenant compte de sa capacité de paiement, d'augmenter les délais qui lui sont impartis par le Traité de Versailles » (trente années).

Une double incertitude tient donc en suspens l'évaluation de la portion de notre dette qui sera couverte par les versements de l'Allemagne si l'exécution du Traité se poursuit normalement. Capital des Bons interprovinciaux, milliards consacrés à la restauration du domaine public et des régions dévastées, à la réparation des dommages aux personnes et aux biens, aux pensions ; intérêts d'une grande partie des emprunts, dans quelle mesure ces sommes seront-elles inscrites à notre crédit par la Commission des Réparations ? Si elles sont balancées par notre « part proportionnelle », la Dette publique redeviendra supportable.

IV.

LES VOIES ET MOYENS.

Les recettes ordinaires sont évaluées, dans le projet de budget, à 4 milliard 504 millions. Elles se subdivisent en trois grandes catégories :

Impôts	fr. 713,498,130 »
Péages	710,772,120 »
Revenus et remboursements	80,511,309 »

L'on sait que, par péages, il faut entendre l'ensemble des recettes des régies de l'État, en d'autres termes de certaines exploitations commerciales ou industrielles gérées par celui-ci et dont la plus importante est celle des chemins de fer. Il en a été question dans la première partie de ce rapport. Nous avons comparé le chiffre de 707 millions de recettes ⁽¹⁾ avec celui de 817 millions qu'atteignent les dépenses des régies; ajouté à ces dépenses une somme de 120 millions, approximativement, pour les charges du capital de premier établissement et pour les pensions; constaté que les recettes prévues seraient probablement dépassées de 50 millions au moins, mais que les dépenses augmenteraient de 135 millions par suite du récent relèvement des traitements et salaires. Nous avons insisté sur le principe, généralement admis, suivant lequel les recettes des régies doivent couvrir les dépenses d'exploitation et les charges du capital, de telle sorte que les autres ressources de l'État ne soient pas mises à contribution pour cet objet. Que les régies soient ou non converties en un établissement public particulier, le déficit actuel doit être tenu pour une perte exceptionnelle, due au bouleversement des conditions économiques, et porté au compte de premier établissement. Nous éliminerons cette perte des facteurs qui constituent la balance du budget.

Quant aux impôts, les prévisions offrent un caractère général d'incertitude. Le premier groupe des ressources fiscales, composé des différentes tranches de l'impôt sur le revenu, est compté pour 315 millions. Le rendement des deux premiers impôts cédulaires — contribution foncière et taxe mobilière — peut être prévu à peu près exactement. Mais la taxe professionnelle et la supertaxe ne sont pas susceptibles d'évaluations précises. En

(1) Il faut déduire des péages, ainsi définis, ceux qui sont perçus pour l'usage des rivières, canaux et ports, soit 3,120,000 francs.

adoptant les chiffres du projet, on n'aurait pas surévalué les recettes, s'il faut en croire l'auteur d'une étude publiée sur ce sujet, lequel conclut en ces termes : « Il nous a semblé utile de faire cette incursion dans le domaine de l'inconnu, et nous en sortons avec la certitude que le Ministre des Finances n'a point vu les revenus de ses nouveaux impôts avec un verre grossissant ⁽¹⁾. » Au fur et à mesure que l'industrie belge reconquerra ses chiffres de production, reprendra la place qu'elle occupait avant la guerre sur les marchés du monde, développera son outillage et sa puissance, ces recettes ne feront qu'augmenter. On peut en espérer beaucoup, si rien ne vient contrarier l'essor économique du pays.

Les *taxes de luxe* (domestiques, chevaux, automobiles, spectacles) donneraient 9 1/2 millions : évaluation bien modérée.

Les *droits de douane*, ne sont inscrits que pour 127 millions, tandis qu'ils ont produit 146 millions durant l'année 1919. On a fait remarquer qu'il serait temps, étant donné la hausse des prix et l'exemple d'autres pays, de substituer des droits *ad valorem* à certains droits spécifiques, comme aussi d'élaborer le tarif de défense dont il a été souvent question au sein des Commissions parlementaires.

La prévision de 95 millions pour les *droits d'accises* n'est pas moins difficile à établir, à raison de l'influence des lois nouvelles sur le rendement de certains de ces droits. D'importantes plus-values semblent indubitables.

Il en est de même, dans une proportion plus forte encore, de l'*enregistrement*, des *successions* et du *timbre*, dont le produit global, inscrit pour 163 millions au tableau des Voies et Moyens, atteint 186 millions en 1919.

En résumé, une plus-value de 100 millions au moins sur les prévisions de recettes peut être tenue pour probable; mais il ne nous est pas permis d'en tenir compte, parce que les dépenses ordinaires subiront une majoration au moins égale, comme il a été dit, par suite du nouveau relèvement des traitements.

Si les dépenses des régies, y compris les charges du capital de premier établissement, et, d'autre part, les péages faisaient l'objet d'un compte spécial, la colonne des recettes et des dépenses ordinaires des services publics s'établirait comme suit :

Dépenses	fr.	2,156,273,650	89
	— {	817,367,113	»
		120,000,000	»
RESTE.	fr.	1,218,906,537	89

(1) *Moniteur des Intérêts matériels*, 22 février 1920.

Recettes :

Impôts	fr.	713,498,130	»
Péages des rivières et ports		3,120,000	»
Capitaux et revenus		60,803,385	»
Remboursements		19,717,924	»
TOTAL.	fr.	797,829,439	»

Il apparaît donc un déficit de 421 millions.

Nous avons, il est vrai, des recettes exceptionnelles :

Impôt sur les bénéfices de guerre	fr.	150,000,000	»
Produit du butin de guerre		80,000,000	»
Produit de la vente des stocks de l'armée.		20,000,000	»
Remboursement par l'Allemagne des frais d'occupation		95,000,000	»
Passeports		230,000	»
TOTAL.	fr.	345,230,000	»

Ainsi, le déficit de l'ordinaire se ramènerait à 76 millions. Mais, d'une part, au point de vue comptable, le produit de la vente des stocks de l'armée et celui du butin de guerre devraient être portés, comme dans le budget français, parmi les recettes extraordinaires; d'autre part, si l'on veut déterminer la somme de ressources normales nécessaire pour parvenir à l'équilibre des recettes et des dépenses ordinaires, il ne faut tenir compte de rentrées exceptionnelles que dans la mesure où celles-ci compenseraient des charges de même nature. Dans cet ordre d'idées, nous admettrons, en raison des circonstances, le remboursement des frais de l'armée d'occupation de l'impôt sur les bénéfices de guerre, soit : 245 millions.

Enfin, de l'avis de la Section centrale ⁽¹⁾, la somme de 40 millions inscrite au budget ordinaire pour part d'intervention dans les charges des emprunts contractés depuis l'armistice est insuffisant, ou, si l'on préfère, devrait être majorée pour tenir prudemment compte d'éventualités possibles; le chiffre de 200 millions paraît justifié.

Ces dernières considérations amènent à la conclusion que l'équilibre des dépenses et des recettes ordinaires — tout compte fait, et sous réserve de ce qu'il y a de flottant et d'imprévu dans les données de ce problème — réclame un supplément de ressources normales de 300 millions environ (421 — 245 + 160). Le récent mémorandum du Conseil suprême des Alliés recommande de limiter les dépenses publiques aux revenus de l'État et de prendre des mesures fiscales appropriées à cette fin. Bien que pareille

(1) Voir plus haut.

remontrance sonne assez durement aux oreilles de ceux qui ont vu l'ennemi détruire une grande partie de leurs instruments de richesse, il faut pourtant s'y conformer; le crédit du pays l'exige. Et le relèvement de l'industrie nationale, sans être achevé, permet un effort.

Reste à déterminer le choix des mesures fiscales, décision d'une redoutable portée. Il faudra faire surgir des recettes très élevées et cependant échapper à cette fatalité historique qui associe l'excès de fiscalité à la décadence économique; il faudra des impôts dont les rendements croissent d'année en année, qui ne contrarient point le progrès industriel, ne découragent point l'épargne : question difficile et grave entre toutes dans les conjonctures actuelles, et qui cependant veut une solution prochaine. « Les périodes d'obsession fiscale, a-t-on dit, pèsent terriblement sur l'activité économique » ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Chambre française. Session de 1920. Document n° 166, p. 3.

CONCLUSION.

Dans le trouble laissé par la guerre et qui atteint presque toutes les nations européennes, la Belgique, à différents points de vue, est moins accablée que d'autres et mieux orientée vers le relèvement.

Grâce à la quittance qu'elle a reçue des Alliés pour les avances antérieures à l'armistice, sa dette extérieure est relativement peu considérable et d'ailleurs couverte, en grande partie, par le privilège de priorité sur les paiements de l'Allemagne.

L'État belge n'a point eu recours, pour ses besoins de caisse, à l'émission de papier-monnaie; l'inflation fiduciaire résulte en Belgique d'une seule opération, l'échange des marks, dont la suite est en voie de règlement.

La population, moins diminuée relativement que celle des grandes nations belligérantes, a repris rapidement le travail; les inévitables conflits entre employeurs et salariés ne se sont pas prolongés; l'exportation se relève au point que, pour les deux premiers mois de 1920, notre balance commerciale est créancière de la plupart des nations voisines : France, Pays-Bas, Suisse, Allemagne, et que le déficit du commerce avec l'Angleterre est descendu à 47.60 %.

Toutefois, les finances publiques traversent une crise grave; cela résulte à toute évidence de l'exposé qui précède.

Crise qui peut, il est vrai, se résoudre en grande partie par l'exécution du Traité de Versailles. Aussi la Belgique a-t-elle, comme la France, un intérêt primordial à maintenir intacte cette charte des réparations nécessaires.

Mais il y aurait dangereux optimisme à compter sur le bénéfice du Traité pour la solution de toutes nos difficultés.

Un compte d'avances est ouvert pour les réparations, qui peut, si l'on n'y prend garde, s'enfler démesurément. En effet, le souci patriotique de restaurer rapidement le pays, les dispositions de la loi sur les dommages de guerre en ce qui concerne le remploi entraîneront une hausse artificielle des prix et de la main-d'œuvre ⁽¹⁾ telle que l'équilibre entre nos avances et les versements éventuels de l'Allemagne deviendrait irréalisable. Les réparations doivent être réglées de manière à éviter cet écueil.

(1) « Il faudrait que l'afflux de numéraire ne dépassât pas la somme que la quantité de matériaux disponibles permet d'investir et d'employer. Autrement dit, là comme ailleurs, il faut un plan. Agir autrement, c'est organiser localement la hausse, augmenter de mois en mois la somme à payer. » Rapport de M. André Lefebure dans *l'Économiste français*, 20 janvier 1920.

Non moins redoutable est la progression des dépenses ordinaires. Relativement aux chiffres de 1914, ces dépenses s'élèvent à 340 % (compte tenu des dernières augmentations de traitements) pour l'ensemble des services de l'État et au quintuple pour l'armée; le déficit des recettes atteindra 300 millions; parmi les dépenses dites *exceptionnelles*, certaines semblent permanentes. Le pays est-il en mesure de supporter un tel accroissement de ses frais généraux? Sans doute l'effort nécessaire doit lui être demandé, mais dans la limite des ressources disponibles et non pas aux dépens du relèvement économique. Au surplus, on aura beau créer des impôts et les augmenter, l'équilibre budgétaire nous échappera, si de nouvelles dépenses surgissent avant que la situation soit assainie.

Il n'est pas de formule magique pour résoudre ces difficultés, mais il est des forces morales capables de les surmonter. Telle la confiance de la nation dans sa propre vigueur, dans sa stabilité politique, dans son avenir; tel le patriotisme, aussi nécessaire dans la période actuelle que durant la grande épreuve; telle la puissance de travail, qualité maîtresse de toutes les classes de la population belge; telle enfin l'économie, l'impopulaire mais indispensable économie! C'est à ces forces qu'il faut demander ce que ne saurait donner sans elles aucun système fiscal, aucun moyen financier.

*
* *

La Section centrale a approuvé sans observations les différents articles de la loi de finances, dont elle vous propose l'adoption.

Elle a, en outre, pris connaissance d'une communication de M. le Ministre des finances au sujet de la reddition des comptes de l'État pour la période de guerre, communication qui est annexée au présent rapport.

Le Rapporteur,

MAURICE HOUTART.

Le Président,

ÉMILE BRUNET.

(39)

ANNEXE I**Communication de M. le Ministre des Finances au sujet de la reddition
des comptes de l'État pour la période de guerre.****MINISTÈRE DES FINANCES**

Bruxelles, le 27 février 1920.

*A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants, à Bruxelles.***MONSIEUR LE PRÉSIDENT,**

A diverses reprises, des membres de la Législature se sont préoccupés de la reddition des comptes de l'État pour la période de guerre. Je leur ai donné l'assurance que ces comptes seraient dressés dans les formes légales aussitôt qu'il serait possible; sauf la liquidation et le visa préalable de la Cour des Comptes, dont la loi du 4 août 1914 autorisait le Gouvernement à se dispenser, les dépenses de l'État ont, en effet, continué de s'opérer de manière à pouvoir se ranger dans le cadre habituel de nos Budgets et à se comptabiliser régulièrement.

Il est à présumer, toutefois, qu'un certain délai s'écoulera avant que soient complètement réunis les éléments de comptes se rattachant à une période qui s'étend sur cinq années et embrassant les dépenses des services de l'État, tant en territoire occupé qu'en territoire non occupé et à l'étranger.

L'examen et le contrôle auxquels les membres du Parlement ont le légitime souci de procéder pourraient ainsi se voir rapportés à un temps qu'il serait malaisé de prévoir. Aussi ai-je cru répondre à leurs vues en provoquant une mesure qui, en attendant l'heure où il sera possible d'embrasser dans son ensemble le compte général de l'État, leur permettra du moins de consulter les documents et pièces qui doivent servir de base à ce compte.

J'ai donc pensé, Monsieur le Président, qu'il intéresserait la Chambre de prendre connaissance de la communication que je viens d'adresser à la Cour des Comptes et aux Chefs des divers Départements ministériels concernant cet objet, *et je vous saurai gré de bien vouloir en faire part à l'Assemblée.*

Agreez, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
LÉON DELACROIX.

COUR DES COMPTES

Bruxelles, le 28 janvier 1920.

A Monsieur le Ministre des Finances.

MONSIEUR LE MINISTRE,

La Cour a l'honneur de vous prier de lui faire connaître s'il entre dans vos intentions de lui transmettre incessamment, les comptes généraux de la période de guerre, tant ceux de la partie du pays qui a subi l'occupation, que ceux de la gestion du Gouvernement en dehors de ce territoire.

Par ordonnance :

Le Greffier,

(S.) VERSTRAETEN.

La Cour des Comptes :

Le Président,

(S.) DEMARTEAU.

MINISTÈRE DES FINANCES

Bruxelles, le 20 février 1920.

A Monsieur le Ministre des Finances.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir copie d'une dépêche que j'adresse ce jour à la Cour des Comptes relativement à la reddition des comptes généraux pour la période de guerre.

Je vous prie de bien vouloir, conformément à cette dépêche, faire parvenir à la Cour, appuyés s'il y a lieu des pièces justificatives de la défense les doubles des ordonnances de paiement et d'ouverture de crédit émises depuis l'arrivée du Gouvernement à Anvers.

Je vous prierai également, Monsieur le Ministre, de me faire connaître la date à laquelle vous pourrez me transmettre, pour l'année 1914, les comptes des Comptables des votre Département.

Le Ministre,

(S.) LÉON DELACROIX.

MINISTÈRE DES FINANCES.

Bruxelles, le 19 février 1920.

A la Cour des Comptes.

MESSIEURS,

Comme suite à votre lettre du 28 janvier écoulé, 3^e Direction, n° 29326, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'avant de dresser les comptes généraux relatifs à la période de guerre, un travail préliminaire me paraît s'imposer.

Une part notable des dépenses de cette période, toutes celles faites par les services qui ont accompagné le Gouvernement, l'ont été sans la liquidation de votre Collège. La loi du 4 août 1914, qui prévoit cette éventualité, ordonna que les paiements ainsi effectués vous seraient ultérieurement justifiés.

Afin de faciliter l'exécution de cette disposition, la Trésorerie prit soin de recommander aux services ordonnateurs de dresser en double expédition les ordonnances de paiement créées par eux, de manière que le duplicata put vous être transmis dans la suite, appuyé des pièces justificatives.

Je me propose, Messieurs, de vous faire parvenir sous peu ces doubles en ce qui concerne mon Département; et j'invite mes Collègues, ainsi que les questures de la Chambre des Représentants et du Sénat, à en agir de même.

Il n'est pas douteux que la Cour ne trouve à ordonner maints redressements. Les services chargés de la liquidation des dépenses pendant l'exode étaient pour la plupart composés, surtout au début, d'éléments de fortune et d'ailleurs dépourvus de la documentation nécessaire. Des erreurs ont dû se produire bien plus souvent qu'en temps normal, de sorte que des comptes généraux basés sur tels éléments courraient grand risque d'avoir à subir de multiples et profonds remaniements.

La Cour pensera avec moi, je me le persuade, que la marche rationnelle consiste dans la vérification et l'admission préalables des pièces, suivie immédiatement de leur comptabilisation.

Cette procédure, outre qu'elle épargnera beaucoup de temps, aura cet autre avantage de mettre dès à présent, à la disposition des membres de la Législature la masse des opérations sur lesquelles plusieurs d'entre eux ont, à diverses reprises déjà, exprimé le désir de porter leurs investigations et leur contrôle.

*Le Ministre des Finances,**(S.) LÉON DELACROIX.*

ANNEXE II.**Réponse à différentes questions de la Section centrale.****QUESTION VII**

relative à la reconstitution des régions dévastées.

Les dépenses prévues pour la reconstitution des régions dévastées, suffiront-elles pour l'ensemble du programme arrêté par le Gouvernement ? Sinon, quelle part du programme couvriront-elles approximativement ?

Réponse de M. le Ministre de l'Intérieur.

1. — Les dépenses extraordinaires, prévues par le Ministère de l'Intérieur au profit de l'exercice 1920 pour la reconstruction des régions dévastées, s'élèvent au total à 1,090,680,000 francs (art. 40 et art. 43 à 66). Elles comprennent :

a) *Des dépenses préparatoires* : habitations provisoires; outillage de transport et autre; secours aux évacués; primes de retour; frais de rapatriement, etc. (art. 40, 62, 64 et 65), évaluées à 133,750,000 francs;

b) 60,000,000 francs pour la constitution d'un fonds de emploi pour l'achat et le transport des matériaux destinés, en ordre principal, à être cédés aux entrepreneurs adjudicataires (art. 60 B);

c) 75,000,000 francs pour subsides aux communes adoptées, pour leur administration et pour leur service financier (art. 63 a);

d) *Des frais d'administration et d'exploitation de l'outillage de transport* : Office des régions dévastées, Hauts commissariats, dépenses d'exploitation du matériel fixe et roulant (art. 43 à 61 et art. 66). Ces dépenses sont portées au Budget pour 29,950,800 francs;

e) *Des dépenses effectives de reconstruction* (art. 63 c, d et e), évaluées à 1,070,000,000 francs.

2. — Les dépenses, visées aux a et b ci-dessus, ne se reproduiront pas ou ne se reproduiront que dans une faible mesure aux Budgets des exercices suivants.

Les subsides aux communes adoptées seront réduits progressivement.

Les frais d'administration — frais généraux de la reconstruction — diminueront vraisemblablement après la période de mise en train. Le montant, prévu pour 1920, peut être considéré comme représentant 40 % des frais totaux de cette nature.

Quant aux dépenses effectives de reconstruction, la prévision répond à la valeur estimée des travaux que le Département espère pouvoir entreprendre au cours de cette année, soit environ 40 % de l'ensemble des travaux à effectuer. L'estimation, forcément très approximative — comme l'indique le chiffre rond de un milliard — est fondée sur le coût des matières de la main-d'œuvre aux taux pratiqués au mois de décembre dernier.

*
* *

Il est à noter que des dépenses pour la reconstruction des régions dévastées sont prévues par d'autres Départements au Budget de 1920.

Les évaluations données ci-dessus supposent que, pour la remise en état de leurs biens immobiliers, autres que les appareils industriels, immeubles par destination, la généralité des sinistrés, y compris les administrations communales, adhéreront au système des indemnisations en nature proposé par le Ministère de l'Intérieur.

Dans la mesure où, pour la réparation de ces mêmes dommages, les sinistrés préféreront d'adresser aux tribunaux des dommages de guerre ou solliciter des avances des « Coopératives », créées à l'intervention du Département des Affaires Economiques, les frais de reconstruction seront imputables sur le crédit (non limitatif), porté pour 600,000,000 francs à l'article 231 du Budget. (Ministère des Affaires Economiques.)

QUESTION X

A quelle somme s'élève l'ensemble des demandes d'indemnité actuellement formulées pour dommages de guerre aux biens et aux personnes ?

Réponse de M. le Ministre des Affaires Économiques,

L'Office des Dommages de guerre a demandé il y a un mois environ, aux Greffiers des Tribunaux à quel chiffre s'élevait l'ensemble des demandes d'indemnités actuellement formulées pour dommages de guerre aux biens et aux personnes. Les juridictions ont fait remarquer d'une part, que la grande majorité des dossiers n'est pas rentrée encore et que, d'autre part, les inscriptions portées aux rôles, n'indiquent pas le montant des demandes introduites par les sinistrés, celles-ci se décomposant fréquemment en plusieurs catégories de dommages.

A Bruxelles, par exemple, 20,000 demandes sont inscrites sur 100,000 qui sont parvenues au greffe.

Dans ces conditions, il est impossible de dire, de façon même approximative, à combien s'élève l'ensemble des demandes d'indemnités actuellement déposées.

Le tableau comparatif des indemnités allouées en vertu de jugements définitifs et des demandes qui ont fait l'objet de ces jugements ne peut être établi, attendu que le service du contrôle de l'Office des Dommages de guerre n'a connaissance que des jugements qui lui sont transmis par les greffes.

Ces jugements indiquent bien quel a été le montant de la demande introduite, mais il est pratiquement impossible que mes services collationnent les 12,000 jugements qui leur sont actuellement parvenus pour établir la comparaison entre le montant des sommes accordées et celui des sommes demandées. Il est à considérer aussi que tous les jugements ne font pas mention de la somme demandée.

L'élaboration de ce tableau, lequel serait ainsi forcément incomplet, nécessiterait plusieurs semaines et arrêterait complètement pendant ce temps, toutes les opérations du service intéressé.

La Commission des réparations, à laquelle j'ai demandé les renseignements nécessaires, n'a pu encore me faire parvenir la documentation désirée. J'aurai soin de vous la communiquer dès sa réception.

QUESTION XII.

Nomenclature des immeubles sis à Bruxelles et dans l'agglomération bruxelloise, que le Gouvernement a loués ou acquis depuis l'armistice pour y installer des services publics; on demande les prix d'achat ou de location de ces immeubles.

Réponse générale.

LISTE DES IMMEUBLES ACQUIS PAR LE GOUVERNEMENT.

a) L'Administration des Domaines a acheté les propriétés dont la désignation suit :

- 1^o Rue de la Loi, 20-22 (Ministère des Finances) : 300,000 francs;
- 2^o Rue du Commerce, 111 (Affaires Étrangères) : 567,000 francs;
- 3^o Château de Woluwé pour les invalides : 1,900,000 francs;
- 4^o Immeuble à Forest pour Clinique coloniale : 191,000 francs;
- 5^o Rue Ducale, 57-59 (Ministère de la Justice) : 403,632 francs;
- 6^o Boulevard du Régent, 43 (Ministère de la Justice) : 532,000 francs;
- 7^o Ancien Institut Rachez (Ministère de la Guerre) : 300,000 francs.

b) Depuis l'armistice deux immeubles ont été achetés par le Gouvernement (Ministère des Travaux publics) : le premier est situé rue Archimède, 61, et a été acquis pour 150,000 francs; le second est situé rue du Prévôt, 32-34, et a été acheté pour 103,000 francs.

A. — IMMEUBLES LOUÉS PAR LE SERVICE DES BATIMENTS CIVILS

Ministère des Travaux publics.

Le Département des Travaux publics (Administration des Bâtiments civils) n'intervient pour louer des immeubles que lorsqu'il s'agit d'installer des services centraux des différents Départements ministériels. Les services d'exécution sont installés aux frais et par les soins de chaque Département en particulier.

Le Ministère des Chemins de fer, Postes et Télégraphes s'occupe lui-même de l'installation et de l'entretien de ses immeubles, mêmes ceux appartenant à l'Administration centrale.

Quant au Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, tous les immeubles servant à loger les services du ravitaillement ont été loués à l'intervention du Ministère en cause, les loyers de ses immeubles étant portés à son compte frais généraux.

Dans les limites tracées ci-dessus, l'Administration des bâtiments civils a procédé depuis l'armistice jusqu'au 1^{er} mars 1920, à la location des immeubles énumérés dans le tableau suivant comportant vingt-huit immeubles.

Ministère des Travaux publics.

Place de Louvain, 3, et rue Royale, 90 (2^e et 3^e étages), prix du loyer : 20,000 francs l'an.

Ministère des Affaires économiques.

Place Madou, 7 et 8, prix du loyer : 15,000 francs l'an.

Rue de Spa, 12, prix du loyer : 12,000 francs l'an.

Rue de Spa, 15, prix du loyer : 4,500 francs l'an.

Avenue des Arts, 44, prix du loyer : 54,000 francs l'an.

(Cet immeuble a été réquisitionné. Le bail n'a pas encore été approuvé, par suite de la négligence de la propriétaire. L'affaire est actuellement en négociation et le prix renseigné est celui qui, selon les prévisions, sera proposé.)

Avenue des Arts, 58, prix du loyer : 25,000 francs l'an.

Rue Le Corrège, 88, prix du loyer : 120 francs par mois.

Ministère des Affaires étrangères.

Rue Hydraulique, 15, prix du loyer : 4,000 francs l'an.

Ministère de la Défense nationale.

Rue Boduognat, 21-23, prix du loyer : 18,000 francs l'an.

Rue Souveraine, 40, prix du loyer : 12,000 francs l'an.

Rue du Châtelain, 46, prix du loyer : 18,000 francs l'an.

Rue de Liedekerke, 112, prix du loyer : 4,500 francs l'an.

Boulevard Saint-Michel, 102, prix du loyer : 14,000 francs l'an.

Chaussée de Wavre, 354, prix du loyer : 3,800 francs l'an.

Rue Marie-Thérèse, 51, prix du loyer : 2,800 francs l'an.

(Nous sommes en procès. Le loyer sera probablement fixé à 4,250 francs.)

Rue Ducale, 93, prix du loyer : 7,000 francs premier triennal; 7,500 francs les six dernières années.

Square Gutenberg, 33, prix du loyer : 9,000, 9,500, 10,000 francs l'an.

Rue du Bastion, 3 (appartement composé de 30 places) prix du loyer : 16,000 francs l'an.

Avenue d'Auderghem, 15, prix du loyer : 14,000 francs l'an.

Marché-au-Bois, 12 (ancienne Caisse de Reports, prix du loyer : 12,000 francs l'an.

Rue de la Charité, 15, prix du loyer : 18,000 francs l'an.

Rue de la Presse, 39, prix du loyer : 4,000 francs l'an.

Rue de Stassart, 22, prix du loyer : 6,000 francs l'an.

Ministère de l'Agriculture.

Boulevard du Régent, 40 (hôtel meublé, habitation de M. le Ministre), prix du loyer : 25,000 francs l'an.

Ministère de la Justice.

Rue Joseph II, 2-4, prix du loyer : 12,000 francs l'an.

Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Rue Guimard, 16, prix du loyer : 20,000 francs l'an.

Ministère des Sciences et des Arts.

Rue Marie-de-Bourgogne, 45, prix du loyer : 6,000 francs l'an.

Avenue des Arts, 13, prix du loyer : 18,000 francs l'an.

B. — IMMEUBLES LOUÉS PAR DIFFÉRENTS DÉPARTEMENTS MINISTÉRIELS.

Ministère de l'Intérieur.

L'Office des régions dévastées a pris en location à Bruxelles, pour l'installation de certains de ses services :

1° Un immeuble situé chaussée de Mons, 46), à usage de garage d'automobiles, au prix de 18,000 francs l'an ;

2° Deux appartements dans l'immeuble situé rue des Colonies, 54, au prix de 13,000 francs l'an chacun.

Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Rue des Deux-Églises, 43, prix du loyer : 12,000 francs l'an.
Avenue des Arts, 34, prix du loyer : 20,000 francs l'an.
Rue du Gouvernement-Provisoire, 13, prix du loyer : 9,000 francs l'an.
Rue des Deux-Églises, 43, prix du loyer : 8,000 francs l'an.
Rue Montagne-de-l'Oratoire, 14, prix du loyer : 14,000 francs l'an.
Place Royale, 1, prix du loyer : 70,000 francs l'an.
Rue Royale, 48 (Hôtel de France), prix du loyer : fr. 11,623.30 pour 3 mois.

Ministère de la Guerre.

Rue du Commerce, 3, prix du loyer : 7,600 francs l'an.
Rue du Trône, 61, prix du loyer : 3,000 francs l'an.
Rue des Deux-Églises, 40, prix du loyer : 4,000 francs l'an.
Rue des Deux-Églises, 26, prix du loyer : 4,500 francs l'an.
Rue Otlet, 42-44, prix du loyer : 10,500 francs l'an.
Rue de la Loi, 140, prix du loyer : 100 francs par mois.
Rue Belle-Vue, 64, prix du loyer : 8,000 francs l'an.
Ruysbroeck, Hangars, prix du loyer : 21,000 francs l'an.
Ruysbroeck, Hangars, prix du loyer : 2,700 francs l'an.
Rue de la Pacification, 67, prix du loyer : 2,000 francs l'an pour 1920
(2,400 francs pour les années suivantes).
Rue Belliard, 240, prix du loyer : 3,950 francs l'an.
Rue Rasson, 6-8, Vilvorde, prix du loyer : 9,000 francs l'an.
Rue des Palais, 42, prix du loyer : 12,000 francs l'an (pour deux ans).
Rue de l'Activité, 39, prix du loyer : 2,200 francs l'an.
Rue Souveraine, 114, prix du loyer : 2,500 francs l'an.
Avenue Livingstone, 6, prix du loyer : fr. 153.55 par mois.

Réponse particulière du Département des Chemins de fer.

Le tableau ci-joint donne la nomenclature des immeubles sis à Bruxelles acquis ou loués par le Département des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes depuis l'armistice.

**MINISTÈRE DES CHEMINS DE FER, MARINE, POSTES
ET TÉLÉGRAPHES.**

Immeubles acquis et loués depuis l'armistice jusqu'au 1^{er} mars 1920.

DÉSIGNATION DES IMMEUBLES.	IMMEUBLES ACQUIS.		IMMEUBLES LOUÉS.			Observations.
	Prix d'achat.	Frais d'aménage- ment.	Prix de location.	Prix de sous- location.	Reste à charge de l'Etat.	
Immeubles : rue du Ma- rais, 72, et rue du Canon, 17-17 ^a et 19, acquis en vente pu- blique pour servir de bureau de marchan- disés en remplace- ment du bureau de la rue des Boiteux qui était pris en location par l'Etat	418,275 86	53,582 46	»	»	»	
Immeuble : chaussée de Louvain, 23, destiné au service de presse et de publicité. (Pas de frais d'aménage- ment.)	»	»	10,500 »	2,500 »	8,000 »	

Réponse particulière du Département des Travaux publics.

Après l'armistice, le Département de l'Agriculture n'a pu reprendre les locaux que l'administration centrale occupait, avant la guerre, rue de la Loi et rue de Louvain.

Le Ministère des Travaux publics (Service des Bâtiments civils) a mis à sa disposition, après aménagement, l'ancien Observatoire (bâtiment de l'Etat), un immeuble formant le coin de la place Quetelet et de la rue du Méridien (provenant de la Donation Royale) et une maison particulière (rue de la Charité, 7).

Réponse particulière du Département des Affaires économiques.

Le Département des Travaux publics est seul qualifié pour établir la liste des immeubles que le gouvernement a loués.

Je dois signaler, toutefois, que l'Office belge de Vérification et de Compensation a loué directement l'immeuble sis avenue Louise n° 183. Le loyer annuel de 19,000 francs payé pour l'occupation de cet immeuble, ne sera pas finalement

à la charge du Trésor public, l'Office dont il s'agit étant appelé à faire face à tous ses frais de fonctionnement au moyen des ressources qu'il se procure par la perception de la taxe d'inscription et du droit de recouvrement dont il est question à l'arrêté royal du 5 janvier 1920.

QUESTION XIII.

L'article 238 de la loi électorale pour les Chambres législatives est conçu comme suit :

- « Les membres des Chambres ne peuvent être en même temps fonctionnaires »
- » ou employés salariés de l'État, Ministre des cultes rétribué par l'État, avocat »
- » en titre des administrations publiques, agent du Caissier de l'État ou commis- »
- » saire du Gouvernement auprès d'une Société anonyme.
- » Les candidats élus dans ces conditions ne sont admis à la prestation du »
- » serment qu'après avoir résigné leur emploi ou fonctions.
- » Il est fait exception pour les Ministres. »

Messieurs les Ministres pourraient-ils nous dire si cet article de la loi est respecté d'une manière absolue dans leur département?

Réponse générale.

L'article 238 de la Loi électorale pour les Chambres législatives est respecté. Toutefois, il y a lieu de faire les remarques suivantes :

1° *Ministère de l'Intérieur.*

En ce qui concerne l'Office des Régions dévastées, un arrêté royal du 30 mai 1919, pris en exécution de l'article 2 de la loi du 8 mai précédent, a appelé M. Coppieters, E., Sénateur, aux fonctions de Haut Commissaire royal pour la région du littoral. Cet arrêté, ainsi que celui du 16 décembre 1919, prévoit la rémunération des Hauts Commissaires royaux « à l'exception de ceux qui font partie de l'une ou de l'autre des deux Chambres. »

Toutefois, sous le Cabinet précédent, il a été reconnu équitable, en novembre 1919, d'allouer à M. Coppieters une indemnité pour travaux prestés dans l'intérêt des régions dévastées.

2° *Ministère des Travaux publics.*

Deux membres du Sénat prêtent le concours de leur expérience au chef du Département sous la dénomination de Délégués du Ministre des Travaux publics. Il leur est alloué des frais de déplacement et des jetons par vacation; ils ne collaborent pas à la Direction du Département mais se bornent au rôle de Conseillers; ils jouissent des prérogatives nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Réponses particulières du Département de l'Agriculture.

L'article 238 de la loi électorale n'est pas d'application au Département.

Réponses particulières du Département des Affaires économiques.

L'article 238 de la loi électorale est respecté d'une manière absolue dans mon département.

Réponses particulières du Département des Chemins de fer.

L'article 238 de la loi électorale, pour les Chambres législatives est respecté d'une façon absolue au Département des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.



(N° 192)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 MAART 1920.

Wetsontwerp houdende de Algemeene Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor het dienstjaar 1920, alsmede verscheidene bepalingen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HOUTART.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van Begrooting voor 1920 kenmerkt zich door vier hoofdzaken : nieuwe en aanzienlijke stijging van de gewone uitgaven; belangrijkheid van de Buitengewone Begrooting bezwaard met uitgaven van allerlei aard, die dienen te worden gerangschikt tot meerdere duidelijkheid; ontzaglijke lasten van de Openbare Schuld; 's Lands Middelen, waarvan de opbrengst moeilijk te becijferen en in ieder geval ontoereikend is.

Uwe Middenafdeeling heeft vooral hare aandacht gewijd aan deze vier punten, die de indeeling van dit verslag uitmaken.

I.

GEWONE UITGAVEN.

Het ontwerp raamt ze op 2 milliard 456 miljoen Al worden de cijfers van al de Departementen door dezelfde oorzaken beïnvloed, toch moeten die cijfers afzonderlijk rangschikken om tot eene duidelijke uiteenzet-

(1) Begrooting, n° 56.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer BRUNET, bestond uit de heeren CARTON DE WIART, MECHÉLYNCK, BERTRAND, ondervoorzitters, BOLOGNE, BUYL, CARLIER, DE KERCHOVE D'EXAERDE, DE SELYS-LONGCHAMPS, DE WOUTERS D'OPLINTER, DRÈZE, HALLET, HOUTART, HUYSMANS, PEPIN, PONCELET, PUSSEMIER, SOUDAN, VAN DE VYVERE, VAN LIMBURG STIRUM en WAUWERMANS.

ting en tot redelijke besluiten te kunnen komen. De Begrootingen van 's Lands Schuld, van Landsverdediging, van Spoorwegen, Posterijen, Telegrafen en Telefonen geven aanleiding tot bijzondere beschouwingen, die niet toelaten ze te voegen bij de groote openbare besturen in hun geheel.

§ 1. — Begrootingen van de Burgerlijke Besturen.

Laten wij in de eerste plaats de cijfers dier Begrootingen voor de jaren 1914, 1919 en 1920 vaststellen :

	1914	1919	1920
Dotatiën fr.	5,624,759	6,215,000	7,378,800
Justitie	32,286,800	44,282,800	68,914,000
Buitenlandsche Zaken	5,118,291	9,475,192	15,124,072
Binnenlandsche Zaken	8,249,660	13,819,370	14,793,560
Wetenschappen en Kunsten	46,793,948	83,833,015	136,737,930
Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading	26,897,600	41,143,700	76,075,500
Landbouw	35,139,424	15,083,315	18,787,640
Openbare Werken		50,340,000	54,536,900
Koloniën	1,442,925	1,530,304	3,736,000
Financiën	26,544,050	30,846,300	57,740,075
Economische Zaken	—	20,951,750	26,391,100
Onwaarden en Terugbetalingen	2,821,000	23,616,000	24,701,000
TOTAAL. . fr.	190,917,457	341,136,746	504,936,477

De verhooging van 163 millioen, welke blijkt uit deze cijfers, vergeleken bij de Begrooting voor 1919, was voorzien bij de behandeling van deze laatste Begrooting ⁽¹⁾; zij moest voortvloeien uit de verhooging der jaarwedden, welke van toen af was toegestaan. Doch, teeken des tijds, evenals het jaar te voren de begrootingsramingen reeds overschreden waren op het oogenblik dat zij in behandeling kwamen, evenzoo stemmen de cijfers, vastgesteld voor 1920, reeds van nu af niet meer overeen met de werkelijkheid. Ten gevolge van de nieuwe verhoogingen van jaarwedden en van pensioenen, aangekondigd in de Algemeene Toelichting, zal bij de uitgaven van de verscheidene bovengemelde Departementen een nieuwe last gevoegd worden, welken men bij benadering kan schatten op 150 millioen.

Neeemt men deze nieuwe vermeerdering in acht, dan zouden de gezamenlijke credieten, bestemd voor den gewonen dienst der groote besturen van den Staat — 's Lands Schuld, Oorlog en Gendarmerie, Spoorwegen, Poste-

(1) *Handelingen der Kamer*, 1919, bl. 1889.

rijen, Telegrafen, Telefonen en Zeewezen uitgezonderd — de som van 650 miljoen bereiken, hetzij 190 t. h. van het bedrag uitgetrokken op de Begrooting voor 1919 en 342 t. h. van het cijfer voor 1914.

De achtbare heer Woeste, bekommerd om de voortdurende stijging der Staatsuitgaven, richtte tot de Regeering, op 19 December 1919, de volgende vragen :

1^o Welk was, per Ministerie, het getal ambtenaren in 1914 en welk is het thans?

2^o Hoeveel ambtenaren van elken graad zijn er in dit getal?

3^o Hoeveel bedroegen, in 1914, de jaarwedden der ambtenaren bedoeld in de twee vorige vragen? Hoeveel bedragen die thans?

4^o Welke zijn, per Departement, de werkelijke noodwendigheden, die het instellen van nieuwe bedieningen van ambtenaren wettigden?

Wij bezitten de antwoorden van acht Departementen, waaronder dit der Spoorwegen, dat wij afzonderlijk stellen, en dit van Economische Zaken, dat grotendeels afhangt van de buitengewone begrooting. Wij bepalen er ons bij, ze beknopt aan te geven in eene tabel :

	Getal ambtenaren		Jaarwedden	
	in 1914.	in 1919.	in 1914.	in 1919.
MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN.				
Hoofdbestuur	103	285	563,063 »	1,721,000 »
Diplomatiekkorps	90	104	1,552,980 »	3,645,816 » ⁽¹⁾
Consulairekorps.	75	72	1,581,900 »	4,148,000 »
	<u>268</u>	<u>461</u>	<u>3,699,945 »</u>	<u>9,514,816 »</u>
MINISTERIE VAN LANDBOUW.				
Hoofdbestuur	90	113	369,000 »	892,860 »
Beheer van land- en tuinbouw.	20	23	102,400 »	185,580 »
Veeartsenijschool.	42	48	148,500 »	303,940 »
Consulenten voor praktische dierkunde	—	4	—	24,240 »
s' Rijks landbouwschool te Gembloers	33	37	129,122 84	221,589 98
Landbouwstation	13	14	31,700 »	54,800 »
Vlaamsch hooger Landbouw- Instituut.	—	1	—	12,500 »
Laboratoria voor onderzoe- kingen	47	48	153,720 »	326,180 »

(¹) Met inbegrip van de representatie- en verblijfkosten.

	Getal ambtenaren		Jaarwedden	
	in 1914.	in 1919.	in 1914.	in 1919.
Staatslandbouwkundigen . . .	28	39	120,500 »	320,450 »
Huishoudelijk landbouwon- derwijs	26	40	62,200 »	177,400 »
Hooger normaal instituut voor huishoudelijk en landbouw .	—	4	—	22,000 »
Practische middelbare land- bouwschool te Hoei	15	16	23,400 »	41,900 »
Tuinbouwschool te Gent . . .	12	12	26,110 »	52,300 »
Id. te Vilvoorde	15	16	39,150 »	77,500 »
Kruidtuin	15	16	44,500 »	81,700 »
Tuinbouwconsulenten	4	7	13,000 »	36,400 »
Beheer van waters en bosschen	762	792	910,660 »	2,146 675 »
Beheer der wegen	27	28	61,300 »	136,440 »
	1,149	1,247	2,186,212 84	5,017,144 98

MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN.

Algemeen Secretariaat	10	11	5,200 »	7,843 32
Hoofdbestuur van Bruggen en Wegen	42	54	273,530 »	531,045 »
Hoofdbestuur van Bruggen en Wegen : Buitendiensten . .	275	272	1,345,850 »	2,088,175 »
		129		991,880 »
		9		81,200 »
	136		582,070 »	
	453	475	2,206,620 »	3,700,143 32

MINISTERIE VAN NIJVERHEID, ARBEID EN BEVOORRADING.

Hoofdbeheer	167	193	702,950 »	1,387,160 »
Provinciën	240	265	838,160 »	1,417,910 »
	407	458	1,541,110 »	2,804,070 »

MINISTERIE VAN KOLONIËN.

Hoofdbeheer	260	92	1,063,085 89	1,245,586 59
Museum	38	38	110,000 »	230,000 »
School voor tropische genees- kunde	10	11	35,000 »	51,000 »
Koloniale school	25	27	37,000 »	51,000 »
Koloniale Tuin	7	7	15,000 »	31,000 »
	340	165	1,260,085 89	1,608,586 59

	Getal ambtenaren		Jaarwedden	
	in 1914.	in 1919.	in 1914.	in 1919.
MINISTERIE VAN FINANCIËN.				
Regeeringsraadsheeren . . .	1	4	»	21,000 »
Cabinet van den Minister . .	6	11	9,800 »	38,920 »
Hoofdbeheer	336	396	1,284,633 »	2,329,800 »
Bestuur der Munten. . . .	9	8	47,100 »	81,560 » ⁽¹⁾
Beheer in de provinciën, The- saurie en Openbare Schuld.	42	41	174,800 »	268,360 »
Rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen: alge- meen toezicht	250	419	645,400 »	1,707,500 »
Kadaster	475	485	1,239,700 »	2,387,700 »
Accijnzen en boekhouding. .	1,878	1,865	5,670,500 »	9,887,400 »
Douane en zeeonderzoekingen.	6,115	6,130	9,534,400 »	21,134,100 »
Registratie en Domeinen . .	488	569	2,619,200 »	3,884,900 »
	9,599	9,928	21,225,533 »	41,944,010 »

Voor deze zes Departementen te zamen bedraagt de verhooging slechts 4 t. h., wat betreft het getal ambtenaren, doch 100 t. h. voor het beloop der jaarwedden. En, zooals hooger werd gezegd, is deze verhooging van het enkelvoud tot het tweevoud slechts één eerste stap; weldra zal men verder gaan. Wat de toeneming van het getal ambtenaren betreft, komt deze niet op voelbare wijze voor in den gewonen dienst; ten minste voor de hooger gemelde Departementen; men zal die vermeerdering vooral vaststellen in de buitengewone diensten: verwoeste gewesten, bevoorradings, oorlogsschade.

Die geweldige aangroei van lasten, voortvloeiende uit de uitbreiding der openbare diensten en de aanhoudende verhooging der jaarwedden doet zich niet alleen in België voor. Men heeft in Engeland onlangs vastgesteld dat de begroting van de « Civil Service » thans tienmaal hooger is dan die van het laatste diensjaar vóór den oorlog ⁽²⁾. De vermindering van de koopkracht en van de munt leidt tot zulke gevolgen.

Dat is een vraagstuk, waarvan de oplossing ontsnapt, wanneer men denkt ze te hebben gevonden. De bestendige uitgaven dienen in evenwicht gehouden te worden door hulpmiddelen van gelijken aard; doch, zoodra men daarin slaagt, komt eene nieuwe prijsstijging de uitgaven weer boven de ontvangsten brengen. En men vraagt zich af of de belastingkrachten van het Rijk zich zullen kunnen ontwikkelen in de mate van de noodwendigheden der Begroting. Tegelijkertijd is er eene crisis in aantocht voor het min of meer verwijderd oogenblik, waarop de levensduurte zal verminderen: de duurtelbislagen, die zich aanpassen aan den toestand voor zoolang die

(1) Met inbegrip der verblijfsvergoeding.

(2) *The Times*, 18 Maart 1920, bl. 17.

duurt, werden door de Regeering vervangen door wedderoosters, waarvan men moeilijk de cijfers zal kunnen verminderen, wanneer de economische toestanden zich zullen wijzigen.

De Middenafdeeling heeft de verslaggevers van de onderscheidene Begrotingen gelast aan te wijzen welke verminderingen zij dadelijk mogelijk achten in de diensten, die zij zouden te bestudeeren krijgen. Het scheen haar echter toe, dat zulke samenloop van bezwaarlijke omstandigheden eene gestadige waakzaamheid en een meer ijverige contrôle vereischten dan die welke zich tot de behandeling der Begrotingen zou beperken. De Kamerleden, die door dit eerste werk in kennis werden gesteld met den gang der openbare diensten, zullen, met kennis van zaken, den verderen gang dezer diensten kunnen volgen, de minste zijden daarvan vatten, er de gebreken van aantoonen, er de mogelijke misbruiken van kunnen voorkomen. Het schijnt dus met de huidige noodwendigheden te strooken, eene Bestendige Commissie voor de Begroting in te stellen, inzonderheid gelast voor bezuiniging te zorgen en optredende in de plaats van de Commissie voor de Financien. Een voorstel zal u worden gedaan, het reglement der Kamer in dezen zin te wijzigen; daardoor zou voldoening worden geschonken aan die onzer medeleden, welke de instelling van eene Bezuinigingscommissie eischen.

Deze Commissie zou zich vooral moeten bezighouden met de afschaffing van de betrekkingen ingesteld voor tijdelijke diensten, met de instelling van nieuwe betrekkingen, het tijdverlies, de gebreken van regeling.

Zooals vroeger werd de noodzakelijkheid betwist, aan de verschillende ministerieele departementen Regeeringsraden toe te voegen. De Bestendige Commissie zal zich inzonderheid moeten bezighouden met deze betrekking, welke als tijdelijk zou kunnen aangezien worden.

Van alle zijden werden bezwaren aangevoerd aangaande de immer toenemende hoeveelheid weeldegebouwen, waarin diensten van de besturen worden ondergebracht. De Regeering werd aangezocht de lijst dier gebouwen op te maken met vermelding van den koop- of huurprijs; wij nemen haar antwoord op in de bijlagen van dit verslag. Ongetwijfeld zouden de tijdelijke diensten, zonder bezwaar, kunnen ondergebracht worden in min kostelijke lokalen. Wat betreft de bestendige diensten welke buiten de ministeriën moeten gevestigd worden, is het noodig deze op eene economische wijze te groepeeren.

Het zoogezegd « Amerikaansch contract » wordt algemeen veroordeeld wegens de verspilling, die het onvermijdelijk gevolg daarvan is. Zoo deze wijze om openbare ondernemingen te behandelen kon gebillijkt worden door de noodwendigheden in de eerste tijden van ons herstel, toch moet zij zoo spoedig mogelijk ter zijde gelaten worden. Op dit punt is de Regeering het eens met de Middenafdeeling, zooals blijkt uit het antwoord van den Minister van Openbare Werken.

In hare bezorgdheid om de onafhankelijkheid van het Parlement hoog te houden, wilde de Middenafdeeling nagaan of artikel 238 der Kieswet streng

wordt nageleefd en of niet een lid van eene van beide Kamers een door den Staat bezoldigd ambt vervult. De inlichtingen, daarover verstrekt door de onderscheidene Ministerieele Departementen, zijn doorgaans voldoende.

Sttaande tegenover de algemeene weddeverhooging, meende de Middenafdeeling den toestand te moeten inzien, die wegens de stijging der prijzen ontstaan was voor de leden der Regeering zelf. Men zal zich herinneren dat het vraagstuk van de ministerieele wedden, te berde gebracht bij de behandeling van de Begrooting voor 1919, tot nader onderzoek werd voorbehouden. Na inlichtingen te hebben ingewonnen en hunne gedachten er over te hebben gewisseld, besloten de leden der Middenafdeeling eenstemmig, aan de Kamer voor te stellen de wedde der ministers te brengen van 21,000 frank tot op 35,000 frank, buiten de vergoeding van 9,000 frank, die hun wordt toegekend voor representatiekosten. Amendementen zullen u in dien zin voorgelegd worden bij de behandeling van de Begrootingen der verscheidene Departementen.

Te dezer gelegenheid werd vastgesteld dat de in de ministerieele hotels uitgevoerde werken hoogst kostelijk waren. De hieromtrent in 't midden gebrachte aanmerkingen zullen gevoegd worden bij het verslag over de Begrooting van het Departement van Openbare Werken.

§ II. — Begrooting van Oorlog.

De Begrootingen van Oorlog en van Gendarmerie bedragen, met hunne cijfers van 513,223,300 + 39,589,000 frank, eene hoogere som dan al de gewone uitgaven te ramen van al de bovengemelde Ministerieele Departementen (504,936,577 frank). Dat is de verwezenlijking van wat de achtbare heer Van Hoegaerden bij het debat over den financiëelen toestand van het jongste zittingsjaar ⁽¹⁾ voorspeld heeft; het is meer dan het vijf-dubbele van de sommen, voor die Begrootingen in 1914 uitgetrokken (89,912,225 + 11,267,230 frank).

Twee oorzaken dragen bij tot dezen uitslag : de vermeerdering van het effectief, dat van 60,000 man tot op 100,000 man is gestegen, en de prijs der voor den soldaat noodige zaken. Deze laatste oorzaak blijkt duidelijk uit de optelling der drie volgende getallen :

Voeding der troepen. Voeder fr.	160,885,000 »
Slapingdienst	14,150,000 »
Kleeding der troupen.	123,087,000 »
TOTAAL. fr.	298,122,000 »

's Lands leger maakt een ontzaglijk huishouden uit, waarvan de kosten stijgen in dezelfde mate als de geringste huishoudelijke begrooting en

⁽¹⁾ *Handelingen der Kamer*. Zittingsjaar 1919, bl. 1889.

alleen de verbetering van de economische toestanden zou tot eene vermindering dezer getallen kunnen leiden. Het is niettemin gepast, daags na een langen oorlog, zorgvuldig toezicht te houden op de militairen uitgaven : het wel ingezien belang van het leger zal daardoor des te meer gebaat zijn.

Overigens, deze Begrooting drukt niet uitsluitend op de gewone inkomsten. Door de terugbetaling, door Duitschland, van de kosten der Belgische bezettingstroepen wordt dit bedrag verminderd met eene som van 95 miljoen, die als uitzonderlijke ontvangst opgenomen werd bij artikel 69 van 's Lands Middelen.

De militaire medewerking van België is even noodig voor het werk van den vrede, als zij het was voor het werk van den bevrijdingsoorlog. Wij zullen de gelegenheid hebben, in den loop van dit verslag, te wijzen op het overwegend gewicht, dat aan de uitvoering van het verdrag van Versailles voor de toekomst van het land is gehecht. Zijde aan zijde met Frankrijk, wiens lot evenals het onze afhangt van eerlijk herstel, moet België er toe in staat zijn, de vredesvoorwaarden te doen naleven.

§ III. — Begrooting van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafien en Telefonen.

Tusschen deze Begrooting en de andere onderdeelen van de Algemeene Begrooting bestaat er een duidelijk onderscheid. Eenerzijds zijn er in opgenomen de uitgaven der door den Staat in bedrijf genomen nijverheids- en handelsondernemingen en, anderzijds, de ontvangsten die door deze ondernemingen worden opgebracht. Ontzaglijke getallen van beide zijden, waarvan het evenwicht een overwegenden invloed uitoefent op het eind-saldo van de Begrooting van den Staat.

Vóór den oorlog wogen ontvangsten en uitgaven, met inbegrip van de lasten van het kapitaal van eersten aanleg, zoo niet ten volle, dan toch nagenoeg tegen elkander op (1). Doch tegenwoordig ondergaan wij de gevolgen van een wereldcrisis, die overal dezelfde moeilijkheden verwekt en tot dezelfde maatregelen aanleiding geeft. Men neemt als beginsel aan, dat het tekort van de vervoerondernemingen en andere, waarvan de Staat het bedrijf op zich neemt, niet ten laste van de schatplichtigen vallen mag, doch moet gedekt worden door de aan deze ondernemingen eigen zijnde ontvangsten, en men gaat over tot de verhooging der tarieven. Doch de prijs der loonen, der brandstoffen, en van elken voorraad, zonder onderscheid, stijgt te zeer om het evenwicht hersteld te krijgen.

Onze Begrooting is een hoofdstuk van deze geschiedenis. De ontvangsten

(1) Van 1833 tot 1914 bedraagt het totaal der overschotten fr. 200,426,794.81 en dat der tekorten fr. 187,704,300.53.

(2) Bij dit cijfer dient te worden toegevoegd de som van 24,923,080 frank zijnde het deel van de opbrengst der Posterijen toegekend aan het gemeentefonds.

van spoorwegen, posterijen, enz. konden, dank zij de verhooging der tarieven en de bedrijvigheid die in het land heerscht, geraamd worden op cijfers die de ramingen van 1919 verre overschrijden :

	Begrooting voor 1919.		Begrooting voor 1920.
Spoorwegen fr.	301,000,000	»	600,000,000
Posterijen	25,070,300	»	38,896,920
Telegrafen en Telefonen .	7,300,000	»	34,715,200

Doch de uitgaven stijgen even snel :

	Begrooting voor 1919.		Begrooting voor 1920.
Spoorwegen. fr.	365,022,897	»	622,943,445
Posterijen, Telegrafen en Telefonen.	57,396,275	»	112,473,252

Kortom, het gezamenlijk bedrag van de uitgaven der verscheidene Staatsbedrijven, in de gewone Begrooting opgenomen, bereikt de som van 817 miljoen, terwijl al de ontvangsten te zamen slechts 707 miljoen bedragen.

Indien het verschil tusschen deze twee cijfers geheel het vermoedelijk tekort uitmaakte, dan zou het niet noodig zijn er bezorgd over te zijn. Des te minder daar de ramingen waarschijnlijk in zekere mate zullen overschreden worden; inderdaad, de ontvangst van 50,550,000 frank, door de Spoorwegen gedaan gedurende de maand Februari (die doorgaans beneden het gemiddeld maandelijksch cijfer van het jaar blijft), laat eene geheele opbrengst verhoppen van 650 miljoen.

Doch andere gegevens dienen in aanmerking te komen. Bij de som der uitgaven dienen te worden gevoegd de lasten van het kapitaal van eersten aanleg en de pensioenen, hetzij 120 tot 130 miljoen. Bovendien zal eene nieuwe, bij den aanvang van dit jaar besloten verhooging der wedden en loonen aanleiding geven tot eene vermeerdering van uitgaven die men bij benadering op 135 miljoen raamt.

Indien de tarieven niet in gelijke verhouding als de uitgaven stijgen, moet men zich dus verwachten aan een tekort van meer dan 200 miljoen, zonder de lasten van het kapitaal, en van meer dan 300 miljoen, wanneer met deze lasten rekening wordt gehouden. En zou eene derde verhooging der tarieven het vervoer niet doen afnemen?

Wij bevinden ons in een tijdperk van aanpassing, waarvan de duur onmogelijk kan bepaald worden. De verliezen, die dit tijdperk veroorzaakt, moeten blijkbaar gedekt worden, niet door fiscale inkomsten, doch wel door eene vermeerdering van het kapitaal van eersten aanleg der Staatsbedrijven.

§ IV. — Begrooting der Openbare Schuld.

Deze Begrooting — de eerste volgens de aangenomen rangschikking — zullen wij het laatst onderzoeken, omdat zij de gevolgen opneemt en vertolkt van al de overige.

Het ontwerp brengt er op den gewonen dienst slechts 280 miljoen 907,660.89 tegen fr. 240,334,479.67 op de Begrooting voor 1919. Het verschil van 40 miljoen steunt overeen met een bij overeenkomst bepaald deel van de leeningslasten die in de Buitengewone Begrooting werden opgenomen, welk deel niet op rekening van de oorlogsvergoeding kan gebracht worden. Op dit cijfer van 40 miljoen zullen wij terugkomen.

De dienst der leeningen en der pensioenen, die door den oorlog zijn ontstaan, wordt gebracht op de Buitengewone Begrooting. Mits voorbehoud van het onderscheid, dat dient gemaakt te worden tusschen de onderscheidene bestanddeelen van de Buitengewone Begrooting, is deze aanschrijving gegrond op beslissende redenen. Inderdaad, de kapitalen van al de leeningen, aangegaan wegens feiten waarvoor het Verdrag van Versailles herstel bepaalt, dienen door Duitschland terugbetaald te worden; zelfs de interesten dezer kapitalen zijn invorderbaar overeenkomstig paragraaf 16 van het Toevoegsel II van Titel VII van het Verdrag. Evenzoo worden de militaire pensioenen, de tegemoetkomingen aan de burgerlijke slachtoffers van den oorlog door eene schuldvordering ten laste van Duitschland gedekt.

Het is niettemin waar dat op België zelf, uit hoofde van deze leeningen en pensioenen, verplichtingen drukken en dat de uitgaven, die er uit voortvloeien, een bestendig karakter hebben, dat ze, in opzicht van boekhouding, met de gewone uitgaven gelijkstelt. Het is daarom dat de staat dezer uitgaven hier dient te worden opgegeven :

Interesten en kosten der Bons voor muntherstel (Art. 1 van de Buitengewone Begrooting)	fr. 152,100,000 »
Interesten van de leening voor 's Lands herstel. (Art. 2.)	79,792,119 »
Interesten van de Vlottende Schuld. (Art. 3 onbeperkt).	80,000,000 »
Interesten van de Interprovinciale Schuld. (Art. 4.)	107,830,000 »
Kroozen der titels uitgegeven uit hoofde van het herstel der oorlogsschade. (Art. 5.)	250,000,000 »
Annuïteit van het Gemeentecrediet. (Art. 8.)	26,250,000 »
Militaire pensioenen. (Art. 9.)	76,300,000 »
Toelagen aan de burgerlijke slachtoffers. (Art. 10.)	5,000,000 »
Interesten der leening van 1920	136,700,000 »
TOTAAL.	fr. 913,972,119 »

Voegen wij bij dit totaal de hooger opgegeven 240,907,000 frank, dan komen wij tot een *milliard honderd vier en vijftig miljoen*, bedrag van de annuïteit welke België verplicht is te betalen uit hoofde van deze leeningen, van de vonnissen der rechtbanken voor oorlogsschade en de pensioenen. Deze eenvoudige optelling doet uitschijnen welke voor het land de gevolgen zouden zijn, indien het Verdrag van Versailles niet uitgevoerd werd. En nog hebben wij op verre na niet de grens bereikt van de uit den oorlog te volgen verbintenissen.

Wat de aanhangige Begrooting betreft, heeft de Middenafdeeling zich neergelegd bij de stelling, door de Regeering in deze woorden uiteengezet

in zijne Algemeene Toelichting (bl. iv) : « In afwachting dat de dienst der pensioenen en dezer leeningen kunne verzekerd worden door middel van de door Duitschland te verstrekken stortingen, kan er geen sprake van zijn, daarmede de kolom te overlasten onzer gewone uitgaven, welke hunne tegenpartij moeten vinden in de opbrengst onzer jaarlijksche inkomsten. » Doch er is verschil van meening opgerezen tusschen de Regeering en de Afdeeling, wanneer het er op aankwam, het deel der leeningen te bepalen, dat in de gewone Begrooting zou worden opgenomen.

Het ontwerp van Begrooting stelt dit deel ineens vast op 40 millioen. De Afdeeling oordeelt dat het voorzichtig wezen zou het op 200 millioen te brengen, met het oog op de mogelijke voorvallen en onder voorbehoud van alle rechten. Daarbij, in het belang van 's Lands crediet, schijnt het voordeeling de methode aan te nemen die de minister van Financiën van de Fransche Republiek in deze bewoordingen uiteenzet in het ontwerp van begrooting voor 1920 : « Getrouw aan den vasten regel dien wij hebben aangenomen den dienst van al onze leeningen door bestendige en normale ontvangsten te waarborgen, zullen wij genoopt zijn, wanneer deze Credietverrichtingen verwezenlijkt zijn, het bedrag hunner achterstallen in de gewone uitgaven op te nemen ⁽¹⁾ ». Voorzeker, Duitschland moet bij slot van rekening een groot deel dezer leeningen betalen; doch wanneer de Staat beroep doet op 's Lands spaarvermogen, of op het vertrouwen van het buitenland, moet hij de noodige geldmiddelen aanschaffen om zijne verplichtingen na te leven. Met te handelen zooals de Fransche Regeering, schijnt men onze eischen niet in gevaar te brengen, daar de gevallen dezelfde zijn.

Indien de Kamer deze methode aanneemt, dient er van de buitengewone op de gewone Begrooting overgebracht te worden :

De lasten van de leening voor 's Lands herstel . . . fr.	79,792,119 »
De lasten van de vlottende Schuld	80,000,000 »
De lasten van de leening van 1920 (een halfjaar)	62,500,000 »
TOTAAL	222,292,119 »

Dit twistpunt zal opnieuw besproken worden in het verslag over de Begrooting van de Openbare Schuld.

*
* *

Wij hebben een vlug overzicht gegeven van de *jaarlijksche* uitgaven welke, bijgevolg, in opzicht van de boekhouding, gewone uitgaven zijn : 504 millioen voor de groote besturen; 543 millioen voor het leger; 817 millioen voor de staatsbedrijven; 1,154 millioen voor de achterstallige schulden en pensioenen, te zamen *drie milliard frank*, waarbij dienen gevoegd 300 millioen nieuwe lasten, wegens de algemeene verhooging der wedden.

Dit cijfer dient onthouden te worden, alhoewel men er terecht aanzienlijke breuken mag van aftrekken.

(¹) Kamer der afgevaardigden. Zittingsjaar 1919. Stuk n^o 168.

II.

BUITENGEWONE BEGROOTING.

In de buitengewone Begrooting worden uitgaven opgenomen waarvan het bedrag zes milliard vier honderd tien millioen bereikt. Eene oppervlakkige indeeling zal de voornaamste posten aanduiden waarmede zij in verband staan.

Openbare Schuld : 785 millioen.

Wij hebben hierboven de leeningslasten opgesomd die, het gevolg zijnde van de vergoeding wegens oorlogsfeiten, op rekening zijn van Duitschland, zoo in interesten als in kapitaal. Men mag nochtans niet uit het oog verliezen dat de tekst van paragraaf 16 van Titel VIII van het Verdrag van Versailles enkel den interest tegen den rentevoet van 5 t. h. ten laste legt van Duitschland, te beginnen met 1 Mei 1921, op de schuld die zal bepaald worden door de Commissie voor Herstel en die, voor het overige, deze Commissie vrij laat te oordeelen wat er aan de schuldvorderende Mogendheden dient verleend te worden. Bij het hierboven opgegeven cijfer, dienen er 62,500,000 frank gevoegd te worden voor een halfjaar van de leening van 1920, indien men er niet aan houdt — volgens de inzichten der Middenafdeeling — de lasten voor deze jongste leening in de gewone Begrooting op te nemen.

Dienst der Verwoeste Streken en Koning Albert-Fonds :
1,390 millioen.

Als tegenwicht van deze uitgaven worden 71 millioen ontvangsten opgenomen.

Welk deel van het gezamenlijk werk van herstel zal er door middel van deze uitgave bewerkstelligd worden? Welke last zal er drukken op de nakomende dienstjaren? De Middenafdeeling heeft hieromtrent de Regering ondervraagd. In zijn antwoord geeft de Minister van Binnenlandsche Zaken, mits de noodige voorbehoudingen aangaande dergelijke raming, de verhouding van 40 t. h. op, als zijnde deze der voor het jaar 1920 voorziene uitgaven in verband met het gansche te verwezenlijken programma.

Herstel van den landbouw : 118 millioen.

In vermindering wordt eene ontvangst opgenomen van 10 millioen (art. 73 van 's Lands middelen).

Openbare werken : 226 millioen.

Deze uitgaven moeten vooral dienen voor het herstellen van de wegen, de kanalen en de havens ; zij stemmen, tot de helft, overeen met de vergoeding der oorlogsschade.

Bevoorrading en Onderstand : 1,396 millioen.

De opbrengst van den verkoop van bevoorradingsartikelen, ingeschreven als buitengewone ontvangst (art. 74 van 's Lands Middelen), wordt maar op 1,359 millioen geraamd. Het verschil tusschen deze opbrengst en het bedrag der uitgave, d. i. 237 millioen, vloeit inzonderheid voort uit verliezen, ten bedrage van 110 millioen, op den verkoop van de voorradige goederen in de intercommunale cooperatieven, en op de steenkolen ⁽¹⁾, alsmede uit het verleenen van een crediet van 92 millioen (art. 102 B) aan de werken van onderstand.

Een bijkomende last van 150 tot 200 millioen zal de kosten van bevoorrading bezwaren, ten gevolge van de maatregelen genomen om het stijgen van den broodprijs tegen te gaan.

*Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegraaf en Telefoon :
1,227 millioen.*

Waarvan 325 millioen voor Wegen en Werken en 774 millioen voor den Trekdienst en Materieel.

Als deze credieten zullen uitgeput zijn, zal het net en het materieel der spoorwegen weder volkomen in orde zijn en zullen de verdere begrootingen met dergelijke lasten niet meer bezwaard worden.

Ministerie van 's Lands verdediging : 350 millioen.

Dragen bij om dit totaal te bereiken, de credieten voor pensioenen en onderstand (153 millioen), voor toeslag tot herstel van de haardsteden der strijders (50 millioen) en voor hulp en bescherming toegekend aan de gezinnen van weder in dienst getreden officieren, onderofficieren, soldaten en gendarmen (12 millioen), credieten uit te trekken op de oorlogsvergoeding.

Vergoedingen voor oorlogsschade : 600 millioen.

Hier geldt het de uit te betalen vergoedingen en de voorschotten te doen aan het Verbond der samenwenwerkende maatschappijen van geteisterden, alsmede de hulpgelden aan de burgerlijke slachtoffers van den oorlog.

Dit zijn de bijzonderste cijfers van de buitengewone begrooting samen bedragen zij 6.293 millioen : bijna de geheele Begrooting. De daarmede overeenstemmende ontvangsten verminderen dit totaal met 1,480 millioen

(1) Ontwerp van Begrooting, Toelichtende staat, bl. 711.

en brengen het totaal der uitgaven, die door buitengewone inkomsten dienen bestreden, op de som van (6,410 — 1,480) 4,930 millioen terug.

Wat de comptabiliteit betreft, verdeelt ons ontwerp van begrooting de buitengewone uitgaven in twee klassen : de eerste bevat de zoogenaamde *normale* uitgaven, de tweede die welke voortspruiten uit den oorlog. De eerste beantwoorden aan de klassieke bepaling van de buitengewone begrooting, d. w. z. dat zij bijdragen tot de vergrooting van 's Rijks vermogen; de andere zijn uitzonderlijke uitgaven, door de gebeurtenissen opgedrongen, of voorschotten op de door Duitschand verschuldigde vergoedingen.

In het begrotingsontwerp der Fransche Regeering vindt men dezelfde groepen van uitgaven, maar op andere wijze gerangschikt. De buitengewone begrooting werd in twee afdelingen gesplitst : de eene bevat de buitengewone lasten rechtstreeks voortspruitende uit de vijandelijkheden, de andere de eigenlijke buitengewone uitgaven, d. w. z. de uitgaven voor 's Lands uitrusting. Het uittrekken op de buitengewone begrooting van uitgaven die, volgens de bepaling derzelve, daar niet bij behooren, wordt in de uiteenzetting van den Franschen minister op de volgende wijze gerechtvaardigd : « Niemand kon zich inbeelden dat de uitgaven van allen aard, welke ten laste komen van den Staat, na een oorlog als dezen welken wij ondergingen, zooals vóór dien oorlog zouden kunnen begrepen worden in ééne en dezelfde begrooting, geheel en al gedekt door gewone en bestendige ontvangsten. Het ware niet rechtvaardig geweest het gewicht van al die uitgaven te doen wegen op de tegenwoordige geslachten, die aan het vaderland een reeds zoo zwaren tol betaalden ; dit ware, trouwens, onmogelijk geweest ⁽¹⁾. » Dezelfde gedachte vindt men terug in de uiteenzetting van den Belgischen minister (bl. iv).

Wat betreft de uitgaven voor vergoedingen, d. w. z. de voorschotten op de kosten, door Duitschand krachtens het Vredesverdrag te betalen, daarvan heeft de Fransche Regeering eene afzonderlijke begrooting gemaakt onder de benaming « Rekening van Duitschand en van de mogendheden met welke de Geallieerden in oorlog zijn geweest ». Deze rekening heeft hoofdzakelijk voor doel « in eene volkomen van de begrotingsramingen afgescheiden boekhouding, afzonderlijk al de uitgaven te volgen, welke het land zal te bestrijden hebben in den loop van het dienstjaar 1920 en waartegen zouden opwegen de rechten welke Frankrijk bezit op grond van het Vredesverdrag ».

Tegen deze handelwijze kan men aanvoeren, dat zij de beslissingen van de Vergoedingscommissie vooruitloopt ; de Fransche Minister antwoordt : « Wij beweren daarenboven niet dat wij, ondanks al de zorg besteed aan de indeeling der credieten over deze drie categoriën, van nu af aan een volmaakte rangschikking van die verschillende soorten van uitgaven hebben tot standgebracht ; op alle passende verbetering kan naderhand worden ingegaan ⁽²⁾. » En verder : « Wij houden er aan te verklaren, dat deze

(1) Fransch stuck, n° 168,

(2) Toelichting, bladz. 13-14.

indeeling op geenerlei wijze zou kunnen bindend zijn voor de inzichten van de Regeering der Republiek of van hen, die de Regeering vertegenwoordigen in de Commissie voor Herstel, in zake verklaring der bepalingen van de vredesverdragen. Wij leggen u de uitslagen voor van een werk dat uitsluitend op comptabiliteitsgegevens berust ⁽¹⁾. » Kortom, alle rechten blijven onverminderd; het geldt eenvoudig den warboel van de begrotingslasten klaar te trekken.

Klaarheidshalve werd het door de Middenafdeeling wenschelijk geacht, de uitgaven, welke op de buitengewone begrooting zijn uitgetrokken als zijnde uitgaven voortspruitende uit den oorlog, voorloopig op zulke wijze te rangschikken dat het deel dezer uitgaven, ten laste komende van Duitschland, in het licht worde gesteld. Deze zorg werd aan de verslaggevers van de buitengewone begrooting opgedragen.

Wanneer er sprake van is, aan het land uitlegging te geven over de bezwaren van geldelijken aard, welke de oorlog aan het eertijds zoo voorspoedige België, dat zoo vrij was van openbare lasten, heeft berokkend, is het hoofdzaak de verantwoordelijkheden, door den aanvaller van een onzijdig land opgelopen, vast te stellen en de tenuitvoerlegging van het herstel, door een zegevierenden vrede bepaald, te eischen.

Den 9ⁿ Mei 1919, bij de eerste samenkomst der Duitsche afgevaardigden met de vertegenwoordigers der Geallieerden, zag graaf Brockdorff-Randau, ofschoon hij trachtte de zware verantwoordelijkheid, die op zijn land rust, te ontwijken, zich niettemin verplicht te zeggen : « Als het eerste doel beschouw ik het herstel der grondgebieden van België en van Noord-Frankrijk, welke door ons werden bezet en door den oorlog werden verwoest. Op plechtige wijze hebben wij ons daartoe verbonden en wij zijn er toe besloten, deze verbintenis na te leven in de mate waartoe tusschen ons werd overeengekomen ». De Duitsche nota van 13 Mei behelst dezelfde bekentenis : « Wat België betreft, is Duitschland ertoe bereid, de schade, in België veroorzaakt, in al haren omvang te herstellen ».

En het tegenvoorstel, den 29ⁿ door Duitschland uitgebracht, vestigt alle verplichting van herstel op de schending van de Belgische onzijdigheid :

« Aldus heeft de Duitsche Regeering, op het oogenblik dat de wapenstilstand werd gesloten, wat den aanval tegen België betreft, eene verantwoordelijkheid op zich genomen. Ook is deze verantwoordelijkheid, vooralsnog, bij België beperkt. Deze verantwoordelijkheid kan, naar hetzelfde proces, worden aangenomen wat het Noorden van Frankrijk betreft, vermits, om dit grondgebied te bereiken, de Duitsche legers België's onzijdigheid moesten schenden. Daarentegen is eene uitbreiding van onze verantwoordelijkheid tot de bezette gewesten in Italië, in Montenegro, in Servië en in Rumenië niet aan te nemen, door het feit alleen dat er geen sprake kan zijn van een aanval in strijd met het volkenrecht vanwege Duitschland tegenover deze landen ⁽¹⁾. »

(1) *Le Temps*, 9 Mei en 17 Juni 1919.

De beginselen en de regelingen, welke door het Verdrag van Versailles werden bekrachtigd, zijn gekend.

Artikel 231 bevestigt dat Duitschland en zijn bondgenooten verantwoordelijk zijn voor alle schade. Gezien het onmogelijk is volledige vergoeding te verzekeren, bepaalt artikel 232 dat herstel moet geschieden voor al de schade veroorzaakt aan de burgerlijke bevolking der geallieerde en geassocieerde landen en aan hare goederen; daarenboven legt het aan Duitschland de verplichting op, al de sommen terug te betalen, welke België, tot den 11ⁿ November 1918 toe, aan de geallieerde en geassocieerde Regeeringen ontleend heeft.

Toevoegsel I van den Titel : *Herstel* bepaalt als volgt de tien klassen van schade, bij artikel 132 bedoeld :

1^o Schade veroorzaakt aan de burgers, in hunnen persoon of in hun leven getroffen, en aan de overlevenden die van deze burgers afhankelijk waren, ten gevolge van alle oorlogsfeiten, met inbegrip van beschietingen en andere aanvallen te lande, uit zee of uit de lucht, en alle onmiddellijke gevolgen daarvan of van alle kriegsverrichtingen van beide oorlogvoerende groepen, op welke plaats ook;

2^o Schade door Duitschland of zijne bondgenooten berokkend aan de burgers die de slachtoffers waren van wreedheden, gewelddaden of mishandelingen (met inbegrip van de aanslagen op het leven of de benadeeling der gezondheid als gevolg van gevangzetten, verbannen, interneeren of wegvooeren, verlaten op-zee of dwangarbeid), op welke plaats ook, en aan de overlevenden die van deze slachtoffers voor hun onderhoud afhingen;

3^o Schade door Duitschland of zijne bondgenooten, op hun grondgebied of in het bezette of overweldigde gebied berokkend aan de burgers die de slachtoffers waren van handelingen die hunne gezondheid, hun werkmogen of hunne eer benadeeld hebben, en aan de overlevenden die van deze slachtoffers voor hun onderhoud afhingen;

4^o Schade door allerlei mishandelingen aan de krijgsgevangenen berokkend;

5^o Als schade berokkend aan de volkeren van de verbonden en geassocieerde Mogendheden, alle pensioenen of vergoedingen van dergelijken aard verleend aan de militaire slachtoffers van den oorlog (land- en zeelegers en luchtmachtstrijdkrachten), verminkten, gekwetsten, zieken of invaliden, en aan de personen wier steun die slachtoffers waren; het bedrag aan de verbonden en geassocieerde Regeeringen verschuldigd zal voor elke dier Regeeringen berekend worden naar de gekapitaliseerde waarde, op den datum van het in werking treden van onderhavig Verdrag, van gezegde pensioenen of vergoedingen, op den grondslag van de op hierboven vermelden datum in Frankrijk in zwang zijnde tarieven;

6^o Kosten van de hulp, door de Regeeringen der verbonden en geassocieerde Mogendheden verleend aan de krijgsgevangenen, hunne familiën of de personen wier steun zij waren;

7^o Toelagen door de Regeeringen der verbonden en geassocieerde Mogendheden verleend aan de familiën of aan de andere personen die ten

laste stonden van de gemobiliseerden of van al degenen die in het leger gediend hebben; het bedrag der sommen die hun verschuldigd zijn voor ieder jaar tijdens hetwelk vijandelijkheden plaats grepen, zal voor ieder van die Regeeringen berekend worden op de basis van het gemiddeld tarief dat in Frankrijk gedurende gezegd jaar voor dergelijke betaling van toepassing was;

8° Schade aan burgers berokkend door de verplichting hun door Duitschland of zijne bondgenooten opgelegd, zonder billijk loon te werken;

9° Schade betreffende alle goederen, waar zij ook mochten gelegen zijn, toebehoorende aan eene der verbonden of geassocieerde Mogendheden of aan hare onderdanen (met uitzondering van inrichtingen en materieel voor land- en zeeoorlog) die door toedoen van Duitschland of zijne bondgenooten weggehaald, in beslag genomen, beschadigd of vernield werden te land, op zee of in de lucht, of schade veroorzaakt als onmiddellijk gevolg van de vijandelijkheden of van welke krijgsverrichtingen ook;

10° Schade berokkend onder den vorm van vooruitnemingen, boeten of dergelijke afpersingen door Duitschland of zijne bondgenooten ten nadeele van de burgerlijke bevolkingen.

Eindelijk, bepaalt paragraaf 16 van denzelfden titel de interestschuld :

« § 16. Van 1 Mei 1921 af zal de Deutsche Regeering gedebiteerd worden voor den interest van hare schuld, zooals de Commissie deze zal vastgesteld hebben, na aftrekking van al de stortingen gedaan hetzij onder den vorm van betalingen in geld of zijne equivalenten, hetzij bij middel van bons ten bate van de Commissie uitgegeven, evenals van al de betalingen bedoeld in artikel 243. De voet van dien interest zal op 5 t. h. vastgesteld worden, tenzij de Commissie op eenig later tijdstip zou oordeelen dat de omstandigheden eene wijziging van dezen voet wettigen.

» Bij het vaststellen, op 1 Mei 1921, van het totaal bedrag van Duitschlands schuld, zal de Commissie rekening mogen houden met de interesten van hf 11 November 1918 tot 1 Mei 1921 verschuldigd voor de sommen die tot het herstel der stoffelijke schade behooren. »

De Fransche begrooting, welke het goed is op dit punt te raadplegen wegens de gelijkaardige toestanden, zet op de rekening van Duitschland : het herstel van de verwoeste gewesten, de pensioenen van de gekwetsten, de verminkten, de oorlogsweduwen en -weezen, de tegemoetkomingen aan de burgerlijke slachtoffers, de vergoedingen voor stoffelijke schade en de betaling van interesten op de voor deze vergoedingen verschuldigde sommen. De jaarwedden en de bestuurskosten der verschillende diensten van herstel zijn in deze uitgaven begrepen.

Men bemerkt dadelijk welke gevolgen de toepassing van deze regelen zou hebben op onze buitengewone begrooting. Deze omvat de uitgaven van eerste inrichting (normale buitengewone uitgaven) ten beloope van 398 miljoen, en uitgaven veroorzaakt door den oorlog tot een beloop van 6,014 miljoen. Deze behooren, voor het grootste gedeelte, tot die welke Duitschland

volgens de bepalingen van Versailles moet betalen. Zonder te gewagen van de lasten veroorzaakt door het intrekken der Duitsche munt en die door eene Bijzondere Overeenkomst zijn gedekt, behooren de interesten en pensioenen, gebracht op de artikelen 1 tot 10 van de buitengewone uitgaven, tot paragraaf 16 van Toevoegsel 11, mits afrek van een te bepalen gedeelte.

Het herstel der verwoeste gewesten (1,340 millioen), dat van den landbouw (118 millioen), het grootste gedeelte van de openbare werken (124 millioen), de buitengewone uitgaven van de spoorwegen en andere Staatsbedrijven tot een beloop van 991 millioen; die van het Ministerie van 's Lands Verdediging voor een aanzienlijk gedeelte der som van 341 millioen welke aangegeven is als uitgaven voortvloeiende uit den oorlog; de som van 600 millioen voorzien voor de vergoedingen wegens oorlogschade : al deze overwegende bestanddeelen van de buitengewone begrooting, benevens talrijke uitgaven welke men in den loop van het onderzoek dezer begrooting zal tegenkomen, zijn in de bepalingen, in Toevoegsel 1 uitgedrukt, vervat.

Behalve de kolom normale uitgaven of uitgaven tot uitrusting (395 millioen volgens het ontwerp), blijven ten laste van België : een gedeelte van de interesten, op de buitengewone begrooting aangerekend, het tekort van de bevoorrading en van den onderstand en een gedeelte der militaire uitgaven vermeld in de kolom der oorlogsuitgaven.

Het is onmogelijk eene nauwkeurige indeeling te bewerkstelligen. Toch kan men bevestigen dat op het tekort van 4,930 millioen, hetwelk blijkt uit de vergelijking der buitengewone ontvangsten en uitgaven, ten minste 4 milliard slechts voorschotten zijn, welke zullen teruggevorderd worden op de door Duitschland verschuldigde stortingen.

Bij het sluiten van dit kort overzicht dient, naar eene kennisgeving van den Minister van Binnenlandsche Zaken aan de Middenafdeeling, te worden aangemerkt dat aanzienlijke gedeelten van credieten in dubbel zijn ingeschreven.

Inderdaad, « er dient op gewezen dat uitgaven voor den wederopbouw der verwoeste streken door andere Departementen in de Begrooting voor 1920 worden voorzien. In de hierboven vermelde ramingen wordt ondersteld dat, voor het herstel van hunne onroerende goederen, andere dan de nijverheidstoestellen, die onroerend goed zijn door bestemming, de geteisterden over het algemeen, met inbegrip van de gemeentebesturen, hunne goedkeuring zullen hechten aan het stelsel van vergoeding in natura, door den Minister van Binnenlandsche Zaken voorgesteld.

« In de mate waarop, voor het herstel dierzelfde schade, de geteisterden zullen verkiezen zich te wenden tot de rechtbanken voor oorlogsschade, of voorschotten aan te vragen bij de coöperatieven die door tusschenkomst van het Departement van Economische Zaken werden tot stand gebracht, zullen de kosten van wederopbouw uit te trekken zijn op het (onbeperkt) crediet, dat ten beloope van 600,000,000 frank bij het artikel 251 der Begrooting werd ingeschreven. (Ministerie van Economische Zaken.) »

III.

'S LANDS SCHULD.

Tekort voor den gewonen dienst, aanzienlijk bedrag van de buitengewone uitgaven, laattijdige uitkeering van de door Duitschland verschuldigde stortingen, dat alles leidt tot de leening. 's Lands Schuld stijgt met eene verbazende snelheid en, onder vele oorzaken van verlegenheid, is deze de ergste.

Ziehier de cijfers op 1 Maart 1920 :

'S LANDS SCHULD.

Toestand op 1 Maart 1920.

A. — GEVESTIGDE SCHULD.

<i>Binnenlandsche Schuld :</i>	Kapitalen.	Raming der lasten.
2 1/2 t. h. fr.	219,959,631 74	5,498,990 78
3 t. h., 1 ^e Reeks	508,849,275 »	17,885,510 76
3 t. h., 2 ^e Reeks	2,838,300,582 22	99,023,571 30
3 t. h., 3 ^e Reeks	241,136,500 »	8,511,657 »
3 t. h., Krijgsdienstbaarheden . .	1,689,249 13	50,676 89
5 t. h., 's Lands herstel	1,575,677,300 »	86,662,251 50
TOTAAL. . . fr.	5,385,612,538 89	217,632,658 23

Binnenlandsche Schuld :

3 t. h., 4 ^e Reeks fr.	242,660,787 20	17,521,161 22
Fransche obligatiën van 's Lands Verdediging.	56,254,200 »	2,812,710 »
TOTAAL. . . fr.	298,914,987 20	20,333,871 22

B. — VLOTTENDE SCHULD.

Binnenlandsche Schuld :

Schatkistbons fr.	1,113,274,000 »	32,000,000 »
Schatkistbons tot Muntherstel . .	3,040,342,700 »	152,100,000 »
Interprovinciale bons.	2,347,800,000 »	107,830,000 »
TOTAAL. . . fr.	6,501,416,700 »	291,930,000 »

Vervroegde stortingen van het Consortium der Banken, in mindering van de opbrengst der Leening 5 t. h. met premie.

763,379,200 » (1)

Buitenlandsche Schuld :

Schatkistbons :

Franche francs	1,000,000 »	45,000 »
£ 930,480	25,937,130 »	1,860,960 »
\$ V. S. 52,588,581 14	470,000,000 »	39,000,000 »
TOTAAL. . fr.	496,937,130 »	40,905,960 »

C. — ONRECHTSTREEKSCH E SCHULD.

Verschuldigde annuïteiten wegens naasting van spoorwegen. . . .

314,233,588 04 16,341,250 19

D. — VOORSCHOTTEN DOOR DE GEALLIEERDE MOCHENDHEDEN
SEDERT DEN WAPENSTILSTAND (2).

Frankrijk fr.	191,305,866 53	
Engeland £ 7,603,254 : II : 5	191,305,866 52	
V. S. \$ 166,955,000.	864,826,900 »	
TOTAAL. . fr.	1,247,438,633 05	(2)

E. — VOORSCHOTTEN DOOR DE NATIONALE BANK VAN BELGIË.

(Overeenkomst van 19 Juli 1919)
betreffende het inwisselen van de
Duitsche munt :

Eerste bedrag . fr. 5,800,000,000

Gedane terugbeta-
lingen 300,000,000

Blijft verschul-

digd . . fr. 5,500,000,000 5,500,000,000 » (3)

TOTAAL. . fr. 20,507,932,776 38 587,143,739 64

(1) De Schatkist zal voor die stortingen een verminderden interest uitkeeren, tot op de datums welke officieel zijn vastgesteld voor de storting, door de inschrijvers, van de achtereenvolgende termijnen der Leening.

(2) Een aanzienlijk deel dier voorschotten werd gebruikt voor oorlogsuitgaven; het deel dezer voorschotten, dat voorgoed ten laste van België blijven zal, kan nog niet worden vastgesteld.

(3) Deze voorschotten werden gedaan zonder interest, doch jaarlijks worden fr. 0.33 t. h. aan de Nationale Bank uitgekeerd tot vergoeding van de kosten van omloop en van zegel op de biljetten door haar uitgegeven naar aanleiding van het inwisselen der Duitsche munt.

F. — LEENING 5 T. H. MET PREMIE, DIE THANS BEWERKT WORDT (AANVULLENDE STORTINGEN) :

	Kapitalen.	Raming der lasten.
	1,736,620,800 »	136,700,000 »
TOTAAL . . fr.	22,244,553,576 38	723,843,737 64

PRO MEMORIE :

Voorschotten door de Vereenigde Staten tot den wapenstilstand fr. 171,780,000

Schatkistbons :

Waarborg der Engelsche credieten voor
's Lands Wederopbouw £ 2,150,000
Waarborg der credieten van de « Hudson's
Bay Company » £ 650,000
Canadeesche credieten \$ 1,700,000

Dit passief van 22 $\frac{1}{4}$ milliard is, wat den oorsprong daarvan betreft, onderverdeeld als volgt:

a) Op 1 Augustus 1914. had het land vijf milliard schuld : betrekkelijk geringe schuld welke, voor ongeveer 3 milliard, vergoed werd door den spoorweg en andere Staatsbedrijven ;

b) Ongeveer tien milliard komen voort uit 's Lands geldelijke uitbuiting door Duitschland tijdens de bezetting.

Dit totaal bevat :

De interprovinciale leeningen fr.	2,347,800,000 »
Het deel der Bons tot muntherstel, in marken gestort	2,000,000,000 »
De voorschotten door de Nationale Bank voor het inwisselen der marken	5,500,000,000 »
Het deel der Leening voor 1920 gebruikt tot vermindering van deze voorschotten	300,000,000 »
TOTAAL. . . fr.	10,147,800,000 »

c) Zeven milliard werden, sedert den wapenstilstand, opgeslorpt door de uitbetaling van de achterstallen welke de Staat verschuldigd was, door de uitgaven voor het leger, voor de bevoorrading en den onderstand, door het tekort van de gewone begrooting en vooral door de herstellingswerken waarvan de last door Duitschland moet gedragen worden.

Die som werd verkregen door drie binnenlandsche leeningen :

Bons voor het muntherstel, in franken gestort . fr.	1,000,000,000 »
Leening voor 's Lands herstel	1,575,677,300 »
Leening voor 1920 (thans in bewerking).	2,200,000,000 »
TOTAAL. . . fr.	4,775,677,300 »

En door voorschotten vanwege de geallieerde Mogendheden :

Fransche voorschotten sedert den wapenstilstand ⁽¹⁾ .	191,305,866	53
Engelsche voorschotten sedert den wapenstilstand .	191,305,866	52
Amerikaansche voorschotten sedert den wapenstil- stand	864,826,900	»
TOTAAL. . . fr.	1,247,438,633	05

Schatkistbons uitgegeven in het buitenland :

Fransché franks fr.	1,000,000	»
£ : 930,480	25,937,130	»
\$ V. S. : 52,588,581 14 ⁽²⁾	470,000,000	»
TOTAAL. . . fr.	496,937,130	»

ALGEMEEN TOTAAL . . . fr. 6,520,053,433 05

De aanvullende som tot bereiking van bovengemelde 7 millioen wordt verkregen door middel van de Schatkistbons, in het land uitgegeven.

In alle recht en billijkheid mag men beweren dat dit derde deel van onze schuld, evenals het tweede deel, toe te schrijven is aan den Duitschen aanval. De vraag is, welke deel daarvan, krachtens het Verdrag van Versailles, zal kunnen aangenomen worden door de Commissie voor Herstel.

In den loop van het jaar 1920 moet bovengemeld geheel bedrag van 22 $\frac{1}{4}$ milliard op snelle wijze stijgen, zoo men zich houdt aan de begrootingsramingen. Inderdaad, eensdeels, worden de interesten aan 5 t. h. der afgeleverde of af te leveren titels voor herstel van oorlogsschade, ter uitvoering der wet van 10 Mei 1919, bij artikel 5 der buitengewone uitgaven geraamd op 250 millioen; het uit dien hoofde door den Staat verschuldigde kapitaal zou dus 5 milliard bereiken; anderdeels, zal de uitvoering van begrootingsramingen de uitgifte eischen van de tweede reeks der leening van 5 milliard, waartoe machtiging werd verleend door de wet van 27 Januari 1920.

Bij het sluiten van het loopende dienstjaar zou 's Lands Schuld dus bedragen :

Cijfer in Maart vastgesteld.	22,244,553,576	»
Kapitaal der titels afgeleverd voor het herstel van oorlogsschade	5,000,000,000	»
Tweede reeks van de Leening.	2,500,000,000	»
TOTAAL. . . fr.	29,744,553,576	»

En het herstel zal niet voltrokken zijn !

(1) Het bedrag van die voorschotten is berekend *al pari* van de munt, omdat het moet worden terugbetaald op de 2 milliard mark, door België voor alle andere te innen op de betalingen, welke den 1^o Mei 1921 op rekening van Duitschland zullen gebracht zijn.

(2) De dollar is berekend naar den koers, in de boekhouding opgenomen.

Ten einde zich nabijkomend rekenschap te kunnen geven van wat de toekomst brengen kan, heeft de Middenafdeeling aan de drie Departementen, waarop het grootste deel der oorlogsschade betrekking heeft, gevraagd welke uitgaven nog zouden moeten bestreden worden nadat het bij deze begroo-ting voorziene programma zal uitgevoerd zijn :

De Minister van Spoorwegen is van oordeel dat al de herstellingen, voor zijn Departement vereischt, gedekt zijn.

De Minister van Binnenlandse Zaken raamt, mits het noodige voorbe- houd, het voor 1920 voorziene programma op 40 % van gansch het werk der wederopbouw van de verwoeste streken.

De Minister van Economische Zaken verklaart niet te kunnen bepalen, zelfs niet bij benadering, welke het geheel bedrag zijn zal van de vergoe- dingen, welke zullen toegekend worden voor meer dan een miljoen aan- vragen, die bij de rechtbanken voor oorlogsschade zijn ingediend.

Daarmede weten wij genoeg om, bij de som onzer laatste samentelling een nieuw kapitaal van verscheidene milliarden wegens herstel te voegen.

Tergelijkertijd zullen het tekort der gewone begrotingen, de jaarlijksche lasten der buitengewone begrotingen, inzonderheid de interesten, de hulp- verleeningen, de pensioenen op die begroting uit te trekken, elk jaar meer dan een milliard ongedekt laten. Is het noodig de becijfering voort te zetten opdat eenieder zich van het gevaar zou bewust zijn ?

Het was noodig aan te toonen tot welke ramp ons land zou gedoemd zijn, mocht Duitschland ontsnappen aan de verbintenissen welke het heeft aange- gaan. Doch, als men veronderstelt dat het zijne verplichtingen zal naleven, dan ziet de toestand er geheel anders uit. Wij bezitten inderdaad drie schuldvorderingen die zullen opwegen tegen een groot deel van het passief :

1. Zes milliard honderd miljoen papieren marken die aan den omloop werden onttrokken en eigendom van den Staat zijn.

Krachtens eene overeenkomst, onderteekend te Berlijn op 25 November 1919, moet dit papieren geld uitgewisseld worden ter beloope van 5 mil- liard 500 miljoen, tegen 40 Schatkistbiljetten van het Deutsche Rijk, 5 t. h. interest opbrengend per jaar te rekenen van 1 Mei 1921 en bij reeksen van een klimmend bedrag terugbetaalbaar vanaf 1 Mei 1920 tot 1 November 1939. Het verschil voortvloeiend uit den wisselkoers, dat zal worden vast- gesteld op den vervalldag der veertig Schatkistbiljetten en der daarbij behoorende interestcoupons, zal gedekt worden door Schatkistbiljetten van het Deutsche Rijk, uitgedrukt in Belgische franks, op den vervalldag van 1 November 1939.

De overige zeshonderd miljoen mark zullen omgezet worden in Schat- kistbiljetten, die een interest zullen opbrengen van 5 t. h. per jaar, te rekenen van 1 Mei 1921, en terugbetaalbaar zullen zijn door middel van twintig gelijkwaardige annuïteiten, zonder uitkeering van het verschil voortvloeiend uit den wisselkoers.

Met de tenuitvoerlegging dezer overeenkomst die in werking moest treden onmiddellijk na de bekrachtiging van het Verdrag van Versailles, werd echter nog geen begin gemaakt. Door de Middenafdeeling dien aangaande ondervraagd, heeft de heer Eerste Minister geantwoord : « De overeenkomst werd niet opgezegd ; wij hebben geen reden om te gelooven dat zij niet zal worden nageleefd » .

2. Het recht, door de Vereenigde Staten, het Britsche Keizerrijk, Frankrijk en Italië aan België toegekend om op de vergoedingen tot herstel, waarop het recht heeft, een voorschot te ontvangen gelijkstaande met 2 $\frac{1}{2}$ milliard frank, in goud, vooraf te nemen op de eerste betalingen welke werkelijk in specie van Duitschland zullen worden ontvangen.

Te dien einde worden als specie aangezien :

1^o Het gemunt geld door de Commissie voor herstel ontvangen ;

2^o De opbrengst van den verkoop, door bedoelde Commissie, van de van Duitschland ontvangen wissels of waarden ;

3^o De waarde der uitkeeringen en herstellingen *in natura*, van Duitschland ontvangen ter uitvoering van de bedingen van het Vredesverdrag en gebracht op de debit-rekening der Geallieerde en Geassocieerde Regeeringen. Dit laatste gegeven zal eerst op 1 Mei 1921 in aanmerking komen. Het is wel verstaan dat de bij artikel 238 van het Verdrag bedoelde teruggaven (teruggave van de weggenomen speciën of waarden en teruggave van gelijke voorwerpen) niet in aanmerking zullen komen.

Buiten dit voorschot van 2 $\frac{1}{2}$ milliard — waarvan voorzien wordt dat het op dertig jaar zal afgelost zijn — zal België, naar het evenredig aandeel dat hem zal worden toegekend, deel nemen aan de verdeling der eerste stortingen en aan de latere stortingen (1).

Dit voorschot is dus gewaarborgd door de algeheelheid der verstrekkingen *in natura*, door Duitschland, ter uitvoering van het Vredesverdrag, op 1 Mei 1921 gedaan. Welnu, de bevoegde Duitse Centrale Commissiën hebben de waarde in goud, op het oogenblik der levering, van de tot heden gedane verstrekkingen geraamd op meer dan 36 milliard mark (2). Zelfs in de veronderstelling dat dit cijfer overdreven zij, is het Belgische voorrecht toch ruimschoots verzekerd.

Van het bedrag van dit voorrecht, moeten, wel is waar, de terug te betalen sommen genomen worden, welke de geallieerde mogendheden ons sedert den wapenstilstand hebben voorgeschoten, hetzij 1,247 millioen (behoudens nadere, definitieve becijfering, en het pond en de dollar al pari berekend). Eene som van ten minste 1 milliard mark (in goud) zal dus beschikbaar blijven voor de uitgaven van het dienstjaar 1921.

(1) Zittingsjaar 1919. Stuk n^o 203, bladz. 11.

(2) *Bulletin de documentation économique*, n^o 108, artikel 3470.

3. Ten slotte, het saldo van het evenredig aandeel dat aan België zal worden toegekend in de stortingen door Duitschland te doen.

Hoeveel dit deel zal bedragen, zal blijken uit twee beslissingen welke uiterlijk op 1 Mei 1921 door de Commissie voor Herstel zullen worden genomen :

Beslissing, waarbij het bedrag wordt vastgesteld van de schuldvordering, die zal worden aangenomen ten behoeve van België. Om dit bedrag te bepalen, zullen de afgevaardigden der Belgische Regeering beschikken over een nauwkeurige documentatie, die ontegensprekelijke feiten in de plaats zal stellen van de *a priori*-becijferingen, waaruit sommige publicisten gevolgtrekkingen hebben afgeleid ;

Beslissing, waarbij de algemeene schuld van Duitschland wordt vastgesteld. Men kent de betwistingen, waartoe dit aanleiding gaf, en de jongste schikking van den Oppersten Raad der Geallieerden over de « noodzakelijkheid om Duitschlands schuld ten spoedigste vast te stellen, met inachtneming van zijn betaalvermogen, en om de termijnen te verlengen, die door het Verdrag van Versailles werden verleend » (dertig jaar).

Een dubbele onzekerheid belet dus voorloopig te ramen welk aandeel onzer schuld zal gedekt zijn door de stortingen van Duitschland indien het Verdrag op normale wijze wordt ten uitvoer gelegd. Kapitaal der interprovinciale Bons, milliarden besteed aan het herstel van het openbaar domein en van de verwoeste streken, aan de vergoeding der schade aan personen en goederen, aan de pensioenen ; interesten van een belangrijk deel der leeningen : in welke mate zullen die sommen door de Commissie voor Herstel op onze crediët-rekening worden gebracht? Kan, tegen haar, ons « evenredig aandeel » opwegen, dan wordt onze Staatsschuld opnieuw draaglijk.

IV.

MIDDELEN.

De gewone ontvangsten worden, in het ontwerp van begrooting, op 1 milliard 504 miljoen geraamd. Zij zijn onderverdeeld in drie groote reeksen:

Belastingen	fr. 713,498,130 »
Tolgelden	710,772,120 »
Inkomsten en terugbetalingen.	80,511,309 »

Men weet dat door tolgelden dienen te worden verstaan de gezamenlijke ontvangsten van de Staatsbedrijven, met andere worden van sommige handels- of nijverheidsondernemingen welke door den Staat worden beheerd en onder dewelke het spoorwegbedrijf het voornaamste is. Daarover werd gehandeld in het eerste deel van dit verslag. Wij hebben het bedrag van 707 miljoen frank ontvangsten ⁽¹⁾ vergeleken met dat van 817 miljoen frank, hetwelk de uitgaven der Staatsbedrijven bereiken; bij deze uitgaven hebben wij gevoegd een bedrag van 120 miljoen, bij benadering, voor de lasten van het aanlegkapitaal en voor de pensioenen; wij hebben vastgesteld dat de geraamde ontvangsten waarschijnlijk ten minste 50 miljoen meer zouden bedragen, doch dat de uitgaven met 135 miljoen zouden toenemen wegens de jongste wedde- en loonsverhooging. Wij hebben aangedrongen op het algemeen aangenomen beginsel, volgens hetwelk de ontvangsten der Staatsbedrijven de bedrijfskosten en de lasten van het kapitaal behooren te dekken, derwijze dat de overige inkomsten van den Staat niet behoeven daarin bij te dragen. Al worden de Staatsbedrijven al dan niet tot bijzondere openkare instellingen hervormd, toch dient het tegenwoordig tekort te worden beschouwd als een uitzonderlijk verlies, te wijten aan de ontredering der economische toestanden, en in rekening te worden gebracht als kosten van aanleg. Wij zullen dit verlies uit de factoren, die de balans der begroting uitmaken, uitschakelen.

Wat de belastingen betreft, de ramingen zijn over 't algemeen van onzekere aard. De eerste groep der fiscale inkomsten, bestaande uit de verschil-

(1) Van de aldus omschreven tolgelden dienen te worden afgetrokken die, welke ontvangen worden wegens het benuttigen van rivieren, vaarten en havens, hetzij 3,120,000 frank.

lende reeksen der *belasting op het inkomen*, wordt op 315 miljoen geraamd. De opbreugst van de eerste twee cedulaire belastingen — grondbelasting en belasting op roerende zaken — kan nagenoeg juist geraamd worden. Doch de bedrijfsbelasting en de supertaxe kunnen niet nauwkeurig geraamd worden. Door de cijfers van het ontwerp aan te nemen, zou men de ontvangsten niet overschat hebben, indien men den schrijver van een over dat onderwerp uitgegeven studie mag gelooven; deze besluit als volgt: « Het kwam ons nuttig voor, aldus het gebied van het onbekende te betreden, en wij keeren er van terug met de zekerheid dat de Minister van Financiën de opbrengsten van zijn nieuwe belastingen niet door een vergrootglas gezien heeft ⁽¹⁾. » Naarmate de Belgische nijverheid hare voortbrengingscijfers opnieuw zal bereiken, naarmate zij de plaats, welke zij vóór den oorlog op de wereldmarkten bezetten, opnieuw zal innemen, naarmate zij hare bewerktuiging en hare macht zal ontwikkelen, zullen die ontvangsten steeds toenemen. Veel mag men van die zijde verwachten, ingeval de economische opleving van het land door niets gestuit wordt.

De *weeldebelastingen* (dienstboden, paarden, motorrijtuigen, vertooningen) zouden 9 $\frac{1}{2}$ miljoen opbrengen : zeer gematigde raming.

De *tolgelden* staan slechts voor 127 miljoen geboekt, terwijl zij, gedurende het jaar 1919, 146 miljoen hebben opgebracht. Men heeft doen opmerken dat, gezien de prijsstijging en het voorbeeld van *andere* landen, de tijd zou aangebroken zijn om specifieke rechten te vervangen door rechten *ad valorem*, alsook om een verbodstarief in te voeren, waarvan dikwijls sprake was in de Kamercommissiën.

De raming van 95 miljoen voor de *accijnsrechten* kan even moeilijk vastgesteld worden, en wel wegens den invloed der nieuwe wetten op de opbrengst van sommige dier rechten. Aanzienlijk hogere opbrengsten schijnen onbetwifelbaar.

Hetzelfde geldt, in nog ruimere mate, voor de *registratie*, de *successiën* en het *zegel*, waarvan de globale opbrengst, geboekt voor 163 miljoen in de tabel van 's Lands Middelen, 186 miljoen bedroeg in 1919.

Alles samengenomen, mag een hogere opbrengst van ten minste 100 miljoen op de vermoedelijke ontvangsten voor waarschijnlijk gehouden worden; maar wij mogen daar geen rekening mee houden, omdat de gewone uitgaven in ten minste gelijke mate zullen toenemen, zooals gezegd is, ten gevolge van de nieuwe verhooging der jaarwedden.

Indien voor de uitgaven der Staatsbedrijven, met inbegrip van de lasten van het kapitaal van eersten aanleg, en, anderdeels, voor de tolgelden een

(1) *Moniteur des Intérêts matériels*, 22 Februari 1920.

bijzondere rekening werd opgemaakt, zou de kolom voor de gewone ontvangsten en uitgaven der openbare diensten opgesteld kunnen worden als volgt :

Uitgaven	fr.	2,156,273,650	89	
		{	817,367,113	»
		{	120,000,000	»
Blijft over.	fr.	1,218,906,537	89	
Ontvangsten :				
Belastingen	fr.	713,498,130	»	
Tolgelden aan rivieren en havens		3,120,000	»	
Kapitalen en inkomsten		60,803,385	»	
Terugbetalingen		19,717,924	»	
TOTAAL.	fr.	797,829,439	»	

Er blijkt dus een tekort van 421 miljoen te zijn.

Wij hebben, wel is waar, uitzonderlijke ontvangsten :

Belasting op de oorlogswinsten	fr.	150,000,000	»
Opbrengst van oorlogsbuit		80,000,000	»
Opbrengst van den verkoop der legervoorraden.		20,000,000	»
Terugbetaling, door Duitschland, van de bezettingskosten		95,000,000	»
Paspoorten		230,000	»
TOTAAL.	fr.	345,230,000	»

Zóó zou het tekort van den gewonen dienst verminderen tot op 76 miljoen. Doch, eensdeels, zou, volgens de rekenplichtigheid, de opbrengst van den verkoop der legervoorraden en die van den oorlogsbuit onder de buitengewone ontvangsten moeten gerekend worden, zooals dit in de Fransche begrooting wordt gedaan; anderdeels, indien men de normale, voor het evenwicht der gewone ontvangsten en uitgaven noodige geldmiddelen wil bepalen, moet men de uitzonderlijke inkomsten alleen in aanmerking nemen in zooverre deze zouden beantwoorden aan lasten van gelijken aard. Te dien aanzien zullen wij, uit hoofde van de omstandigheden, de terugbetaling van de onkosten voor het bezettingsleger en de belasting op de oorlogswinsten aannemen, hetzij 245 miljoen.

Ten slotte is, naar de meening van de Middenafdeeling ⁽¹⁾, de som van 40 miljoen, in de gewone begrooting opgenomen als aandeel in de lasten

(¹) Zie hoger.

der sedert den wapenstilstand gesloten leeningen, ontoereikend, of zou zij, indien men 't verkiest, moeten verhoogd worden, ten einde voorzichtigheids-halve rekening te houden met mogelijke gebeurlijkheden; het cijfer van 200 miljoen schijnt gewettigd.

Door deze laatste beschouwingen komt men tot het besluit, dat het evenwicht der gewone uitgaven en ontvangsten — alles ingezien, en onder voorbehoud van wat er vlottend en onvoorziens voorkomt in de gegevens van het vraagstuk — een toeslag van normale geldmiddelen van ongeveer 300 miljoen ($421 - 245 + 160$) vergt. Door het onlangs opgestelde memorandum van den Oppersten Raad der Geallieerden wordt de raad gegeven de openbare uitgaven te beperken bij 's Rijks inkomsten en de daartoe gepaste fiscale maatregelen te treffen. Alhoewel dergelijke vermaning hard klinkt in de ooren van hen, die den vijand een groot deel der werktuigen van hunnen rijkdom zagen vernietigen, moet men er zich niet-temin naar schikken; 's lands crediet vereischt het. En de opbeuring van de nationale nijverheid, hoewel nog onvolkomen, kan een krachtsinspanning gedoogen.

Nu dienen de fiscale maatregelen te worden gekozen; dat is een hoogst zwaarwichtige beslissing. Men moet zeer hooge ontvangsten naar de Schatkist doen toevloeien en nochtans trachten te ontsnappen aan dat noodlottig feit der geschiedenis, volgens hetwelk overdreven belasting steeds gepaard gaat met economisch verval; men moet belastingen heffen, waarvan de opbrengst van jaar tot jaar toeneemt, welke den vooruitgang der nijverheid niet tegenhouden, den spaarzaamheidszin niet ontmoedigen: uiterst zwaar en netelig vraagstuk onder de tegenwoordige tijdsomstandigheden; het moet nochtans spoedig opgelost. « De tijden van belastingdrang, zoo heeft iemand gezegd, wegen schrikkelijk zwaar op de economische bedrijvigheid. »

(1) Fransche Kamer. Zittingsjaar 1920. Stuk n° 166, blz. 3.

BESLUIT.

Te midden van de naweeën van den oorlog, die zich in nagenoeg alle Europeesche landen doen gevoelen, staat België, in menig opzicht, minder zwaar getroffen dan andere landen en beter op weg naar de heropleving.

Dank zij de door de Geallieerde toegestane kwijtschelding der vóór den wapenstilstand gedane voorschotten, is zijn buitenlandsche schuld betrekkelijk gering en, trouwens, grootendeels gedekt door het voorrecht van voorrang bij de betalingen van Duitschland.

De Belgische Staat heeft, voor de behoeften zijner schatkist, zijn toevlucht niet genomen tot de uitgifte van papieren geld; de inflatie van het papieren geld in België komt voort uit slechts ééne handeling, de uitwisseling der marken, welke op het punt staat geregeld te worden.

De bevolking, betrekkelijk minder afgenomen dan die der groote oorlogvoerende landen, heeft spoedig den arbeid hervat; de onvermijdelijke geschillen tusschen werkgevers en werknemers waren niet van langen duur; de uitvoer verbetert zoodanig dat, voor de eerste twee maanden van 1920, in onze handelsbalans het meerendeel der groote landen : Frankrijk, Nederland, Zwitserland, Duitschland, als schuldenaars geboekt staan, en dat het tekort in den handel met Engeland verminderde tot 47.60 %.

Evenwel, hebben de openbare financiën een ernstige crisis te doorworstelen; dat blijkt duidelijk uit bovenstaande uiteenzetting.

Die crisis kan, weliswaar, grootendeels opgelost worden door de uitvoering van het Verdrag van Versailles. Ook heeft België, evenals Frankrijk, er het allerhoogste belang bij, die handvest der noodzakelijke vergoedingen ongeschonden te bewaren.

Het ware echter gevaarlijk optimisme, op de voordeelen van het Verdrag te rekenen om al onze moeilijkheden op te lossen.

Een voorschotrekening is voor het herstel geopend; zoo men er geen acht op geeft, kan zij overmatig stijgen. Immers, de vaderlandsche bekommernis om het land spoedig te herstellen, de bepalingen der wet op de oorlogsschade inzake wederbelegging, zullen een zoodanige kunstmatige stijging van de prijzen en van het arbeidsloon ⁽¹⁾ veroorzaken dat er

(1) « De aanvoer van munt zou niet mogen gaan boven de som welke de hoeveelheid beschikbare materialen toelaat te beleggen en te gebruiken. Met andere woorden, daar gelijk overal elders, is een plan noodig. Anders handelen, beteekent zooveel als de prijsopdrijving plaatselijk te regelen, de te betalen som van maand tot maand te vermeerderen. » Verslag van den heer André Lefebure in *L'Économiste français*, 20 Januari 1920.

tusschen onze voorschotten en de gebeurlijke stortingen van Duitschland geen evenwicht zou kunnen gebracht worden. Het herstel moet derwijze geregeld worden dat die klip vermeden worde.

Niet minder angstwekkend is het stijgen der gewone uitgaven. Vergeleken met de cijfers van 1914, beloopt de uitgaven 340 t. h. (rekening houdende met de laatste weddeverhoogen) voor de gezamenlijke Staatsdiensten en vijfmaal zooveel voor het leger; het tekort der Staatsbedrijven zal 300 millioen bedragen; onder de zoogenaamde *uitzonderlijke* uitgaven schijnen sommige vaste uitgaven te zijn. Is het land in staat om dergelijk aangroeien zijner algemeene onkosten te dragen? Gewis moet de noodige krachtsinspanning gevraagd worden, doch binnen de grenzen der beschikbare middelen en niet ten koste van 's lands economische heropleving. Overigens, al voert men belastingen in, al verhoogt men die, toch zullen wij het evenwicht der begrooting niet kunnen behouden, ingeval nieuwe uitgaven voor den dag komen vooraleer de toestand opgeklaard is.

Er bestaat geen tooverspreuk om die moeilijkheden op te lossen; er zijn echter zedelijke krachten die ze kunnen te boven komen, als daar zijn het vertrouwen der Natie in haar eigen kracht, in hare politieke onwankelbaarheid, in hare toekomst; de vaderlandsliefde, evenzoo noodzakelijk heden ten dage als tijdens de groote beproeving; de werkkraft die hoofdhoedanigheid van alle standen der Belgische bevolking; de spaarzaamheid, ten slotte, de onbeminde maar onontbeerlijke spaarzaamheid! Aan die krachten dient te worden gevraagd wat, zonder haar, geen enkel belastingstelsel geen enkel financieele maatregel vermag tot stand te brengen.

*
* *

De Middenafdeeling keurde zonder opmerkingen de verschillende artikelen der financiewet goed, en stelt u voor, ze aan te nemen.

Zij heeft daarenboven kennis genomen van eene mededeeling van den Minister van Financiën betreffende de verantwoording der Staatsrekeningen tijdens den oorlog, welke mededeeling bij dit verslag gevoegd is.

De Verslaggever,
MAURICE HOUTART.

De Voorzitter,
ÉMILE BRUNET.

(39)

BIJLAGE I

Stukken medegedeeld door den Minister van Financiën betreffende het overleggen van de rekeningen van den Staat voor het oorlogstijdperk.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

Brussel, 27 Februari 1920.

Den Heer Voorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, te Brussel.

HEER VOORZITTER,

Herhaaldelijk hebben leden van de Kamer hunne bekommering laten blijken over het indienen van de Staatsrekeningen voor het oorlogstijdperk. Ik gaf hun de verzekering dat die rekeningen in de wettelijke vormen zouden opgemaakt worden zoodra het mogelijk zijn zou; behoudens de machtiging tot betalen en het voorafgaande visa door het Rekenhof, welke door de wet van 4 Augustus 1914 niet verplichtend werden gemaakt voor de Regeering, werden 's Rijks uitgaven inderdaad steeds gedaan derwijze, dat zij in den gewonen vorm onzer Begrootingen konden opgenomen en regelmatig in de boekhouding ingedeeld worden.

Het is evenwel te vermoeden dat er een zekeren tijd zal verlopen voordat de gegevens der rekeningen betreffende een tijdperk, dat over vijf jaar strekt en de uitgaven voor de Staatsdiensten behelst zoowel in het bezette als in het onbezette grondgebied en in den vreemde, verzameld zouden zijn.

Het onderzoek en het nazicht, waartoe de Parlementsleden terecht wenschen te zien overgaan, zouden aldus kunnen verdaagd worden tot een tijdstip dat moeilijk te bepalen ware. Daarom meende ik aan hun inzicht te beantwoorden, door een maatregel te treffen die, in afwachting dat het zal mogelijk zijn de algemeene rekening van den Staat in haar geheel te beoordeelen, hun ten minste zal toelaten de stukken en oorkonden te raadplegen, welke aan die rekeningen ten grondslag moeten dienen.

Ik heb dus gedacht, Heer Voorzitter, dat het voor de Kamer belangwekkend zou zijn, kennis te nemen van de mededeeling, door mij onlangs toegezonden aan het Rekenof en aan de hoofden der verschillende ministerieele besturen betreffende die zaak; *ik zal u dank wijten de goedheid te hebben er van kennis te geven aan de Vergadering.*

Aanvaard, Heer Voorzitter, de betuiging mijner hoogachting.

De Eerste Minister,
Minister van Financiën,
LÉON DELACROIX.

REKENHOF

Brussel, 28 Januari 1920.

Den Heer Minister van Financiën.

HEER MINISTER,

Het Rekenhof heeft de eer u te verzoeken, te laten weten of gij van plan zijt, zonder verwijl de algemeene rekeningen over te maken van het oorlogstijdperk, zoowel die voor het gedeelte van het land dat bezet werd als die van het beheer der Regeering buiten dat grondgebied.

Op bevel :
De Griffier,
(get.) VERSTRAETEN.

Het Rekenhof :
De Voorzitter,
(get.) DEMARTEAU.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

Brussel, 20 Februari 1920.

HEER MINISTER,

Ik heb de eer u een afschrift te doen geworden van een schrijven, dat ik heden zond aan het Rekenhof betreffende het overleggen van de algemeene rekeningen voor het oorlogstijdperk.

Ik verzoek u, aan het Rekenhof, overeenkomstig bedoeld schrijven, te willen doen geworden, zoo mogelijk met de bewijsstukken der uitgave, de dubbels van de bevelschriften tot betaling en van de credietopeningen, afgeleverd sedert de aankomst der Regeering te Antwerpen.

Ik verzoek u insgelijks, Heer Minister, mij te doen kennen op welken datum gij mij, voor het jaar 1914, de rekeningen der Rekenplichtigen van uw Ministerie zult kunnen overmaken.

De Minister,
(get.) LÉON DELACROIX.

MINISTERIE VAN FINANCIËN.

Brussel, 19 Februari 1920.

Aan het Rekenhof.

MIJNE HEEREN,

Als gevolg op uw schrijven van 28 Januari l.l., 3^e Bestuur, n° 29326, heb ik de eer u te laten weten dat, alvorens de algemeene rekeningen betreffende het oorlogstijdperk op te maken, een voorafgaande werk mij onontbeerlijk schijnt.

Een aanzienlijk deel van de uitgaven voor dat tijdperk, al de uitgaven door de diensten die de Regeering vergezelden, werden gedaan zonder de machtiging tot betalen vanwege uw College. De wet van 4 Augustus 1914, die deze mogelijkheid voorzag, schreef voor dat de aldus gedane betalingen u later met de bewijsstukken zouden onderworpen worden.

Ten einde de uitvoering van die bepaling te vergemakkelijken, nam de Thesaurie de voorzorg aan de diensten, belast met het uitgeven van de betaalbevelschriften, aan te raden, de door hen opgemaakte betaalbevelschriften in dubbel op te maken, derwijze dat het dubbele u later, met de bewijsstukken zou kunnen overgemaakt worden.

Ik ben voornemens, mijne Heeren, u die dubbels betreffende mijn Ministerie eerlang te doen geworden, en ik noodig mijne Collega's, alsmede de Questoren van de Kamer der Volksvertegenwoordigers en van den Senaat uit, ook zoo te handelen.

Het valt niet te betwijfelen dat het Rekenhof het noodig zal achten menige terechtwijzingen te doen. De diensten, belast met de machtiging tot betalen van de uitgaven gedurende de uitwijking, bestonden meestal, vooral in den beginne, uit personen waarover men beschikken kon en die overigens niet in 't bezit waren van de noodige documentatiestukken. Er moesten onvermijdelijk dwalingen begaan worden, veel meer dan in gewone tijden, derwijze dat algemeene rekeningen, op dergelijke gegevens steunende, groot gevaar zouden loopen op menige plaats en grondig gewijzigd te worden.

Ik ben er zeker van, dat het Rekenhof het met mij er over eens zijn zal, dat men oordeelkundig zal te werk gaan, door eerst de stukken na te zien en aan te nemen en ze daarna onmiddellijk in de boekhouding in te deelen.

Die wijze van handelen zal, benevens veel tijdbesparing, nog dit ander voordeel opleveren, dat al de verrichtingen, welke verscheidene leden der Kamers herhaaldelijk reeds den wensch uitdrukten te onderzoeken en na te zien, van stonden aan te hunner beschikking zullen gesteld worden.

*De Minister van Financiën,**(get.) LÉON DELACROIX.*

BIJLAGE II.

Antwoord op verscheidene vragen van de Middenafdeeling.

VRAAG VII

betreffende het herstel van de verwoeste streken.

Zullen de op de begrooting uitgetrokken uitgaven voor het herstel van de verwoeste streken toereikend zijn om het geheel programma, door de Reggering opgemaakt, uit te voeren? Zoo niet, voor welk gedeelte van dat programma zullen zij nagenoeg volstaan?

Antwoord van den Minister van Binnenlandsche Zaken.

1. — De buitengewone uitgaven, door het Ministerie van Binnenlandsche Zaken uitgetrokken op de begrooting voor 1920 tot herstel van de verwoeste streken, bedragen te zamen 1,090,680,000 frank (art. 40 en art. 43 tot 66). Zij behelzen :

a) *Voorbereidende uitgaven* : voorloopige woningen; vervoermaterieel en ander materieel; hulp aan de uitgedrevenen; premiën voor terugkeer; kosten van terugkomst uit den vreemde, enz. (art. 40, 62, 64 en 63), geraamd op 155,750,000 frank;

b) 60.000,000 frank voor de vestiging van een *fonds tot wedergebruik voor het aankopen en vervoeren van de materialen*, hoofdzakelijk bestemd om te worden afgestaan aan de aannemers, wien de werken worden toegewezen (art. 60 B);

c) 75.000,000 frank voor *toelagen aan de aangenomen gemeenten*, voor haar bestuur en voor haren geldelijken dienst (art. 63 a);

d) *Bestuurs- en benuttigingskosten van het vervoermaterieel* : Dienst der verwoeste streken, Hooge Commissariaten, bedrijfsuitgaven voor het vaste materieel en het vervoermaterieel (art. 43 tot 61 en art. 66). Voor die uitgaven zijn op de Begrooting 29,950,800 frank uitgetrokken;

e) *Werkelijke uitgaven voor wederopbouw* (art. 63 c, d en e), geraamd op 1,070,000,000 frank.

2. — De uitgaven, bedoeld bij bovenstaande a en b, zullen niet meer of althans slechts voor een klein gedeelte op de Begrootingen der volgende dienstjaren voorkomen.

De toelagen aan de aangenomen gemeenten zullen trapsgewijze verminderen.

De bestuurskosten — algemeene kosten voor wederopbouw — zullen waarschijnlijk verminderen, wanneer de werken in gang zijn. Het bedrag, voor 1920

uitgetrokken, mag beschouwd worden als zijnde 40 t. h. van de algemeene kosten van dien aard.

Wat betreft de werkelijke uitgaven voor wederopbouw, de uitgetrokken som stemt overeen met de raming van de werken, welke het Ministerie hoopt te kunnen uitvoeren gedurende dit jaar, hetzij nagenoeg 40 % van al de uit te voeren werken. De noodzakelijk zeer nabijkomende raming — zooals het ruw bedrag van een milliard het aanwijst — is gegrond op den prijs van de bouwstoffen en van het werk tegen den voet betaald in December laatstleden.

*
* * *

Er dient te worden opgemerkt dat er nog uitgaven voor het herstel van de verwoeste streken door andere Ministeriën zijn uitgetrokken op de Begrooting voor 1920.

De hooger vermelde ramingen onderstellen dat, voor het herstellen van hunne onroerende goederen, buiten de nijverheidswerktuigen, onroerende goederen wgens hunne bestemming, meest al de geteisterden, met inbegrip van de Gemeentebesturen, zullen vrede hebben met het stelsel der vergoedingen in natura, door het Ministerie van Binnenlandsche Zaken voorgesteld.

Naarmate de geteisterden, voor het herstel van diezelfde schade, zich liever zullen wenden tot de rechtbanken voor oorlogsschade of voorschotten aanvragen aan de « Coöperatieven », door het toedoen van het Ministerie van Economische Zaken tot stand gebracht, zullen de kosten van wederopbouw kunnen aangerekend worden op het (onbeperkt) crediet, bij artikel 281 der Begrooting uitgetrokken voor 600,000,000 frank (Ministerie van Economische Zaken.)

VRAAG X.

Hoeveel bedraagt, in 't geheel, de som voor al de thans ingediende vragen tot vergoeding wgens oorlogsschade aan goederen en aan personen?

Antwoord van den Minister van Economische Zaken.

De Dienst voor oorlogsschade heeft, nagenoeg een maand geleden, aan de Griffiers der Rechtbanken gevraagd welk het gezamenlijk bedrag was van de thans ingediende aanvragen tot vergoedingen wgens oorlogsschade aan goederen en personen. De rechtbanken deden opmerken, eenerzijds, dat meest al de bundels nog niet ingekomen zijn, en, anderzijds, dat de vermeldingen ter rolle het bedrag niet aangeven van de aanvragen, door de geteisterden ingediend, daar die aanvragen heel dikwijls verschillende soorten van schade betreffen.

Te Brussel, bij voorbeeld, zijn er 20,000 aanvragen ingeschreven van de 100,000 die ter griffie inkwamen.

Het is bijgevolg onmogelijk te bepalen, slechts bij benadering, welk het gezamenlijk bedrag is van de thans ingediende aanvragen tot vergoeding.

De vergelijkende tabel van de vergoedingen, toegekend krachtens in gewijsde gegane vonnissen, en van de aanvragen, die tot die vonnissen aanleiding gegeven hebben, kan niet opgemaakt worden, vermits de dienst van toezicht

op den Dienst voor oorlogsschade enkel kennis heeft van de vonnissen, welke de griffie's hem overmaken.

Die vonnissen duiden wel het bedrag aan der ingediende aanvraag, maar het is stoffelijk onmogelijk dat mijne diensten de 12,000 vonnissen nazien, welke hun thans zijn toegekomen, om de vergelijking op te maken tusschen het bedrag der toegekende en dit der aangevraagde sommen. Er dient ook in acht te worden genomen dat niet al de vonnissen de aangevraagde som vermelden.

Het opmaken van die tabel, welke dus noodzakelijk onvolledig zou zijn, zou verscheidene weken innemen en, gedurende al dien tijd, al de verrichtingen van den betrokken dienst stopzetten.

De Commissie voor herstel, aan welke ik de noodige inlichtingen vroeg, heeft mij de gewenschte inlichtingsstukken nog niet kunnen doen geworden. Zoodra ik ze ontvang, zal ik ze u dadelijk overmaken.

VRAAG XII.

Opgave van de onroerende goederen gelegen te Brussel en in den Brusselschen omtrek, welke de Regeering gehuurd of aangekocht heeft sedert den wapenstilstand om er Staatsdiensten te vestigen; men vraagt den aankoop- of den huurprijs dier onroerende goederen.

Algemeen antwoord.

LIJST DER ONROERENDE GOEDEREN DOOR DE REGEERING AANGEKOCHT.

a, Het Bestuur der Domeinen heeft de volgende eigendommen aangekocht :

- 1^o Wetstraat, 20-23 (Ministerie van Financiën) : 500,000 frank;
- 2^o Handelstraat, 111 (Buitenlandsche Zaken) : 567,000 frank;
- 3^o Kasteel van Woluwe voor de invaliden : 1,900,000 frank;
- 4^o Gebouw te Vorst voor Koloniale Kliniek : 191,000 frank;
- 5^o Hertogelijke straat, 57-59 (Ministerie van Justitie) : 405.652 frank;
- 6^o Regentlaan, 48 (Ministerie van Justitie) : 552,000 frank;
- 7^o Vroeger gesticht Rachez (Ministerie van Landsverdediging) : 300,000 frank.

b) Sedert den wapenstilstand werden twee gebouwen aangekocht door de Regeering (Ministerie van Openbare Werken) : het eerste gelegen Archimedesstraat, 61, mits 150,000 frank; het tweede Prooststraat, 32-34, mits 105,000 frank.

A. — ONROERENDE GOEDEREN GEHUURD DOOR DEN DIENST DER BURGERLIJKE GEBOUWEN.

Ministerie van Openbare Werken.

Het Ministerie van Openbare Werken (Beheer der Burgerlijke Gebouwen) treedt enkel op voor het huren van onroerende goederen, wanneer het er om te doen is *centrale* diensten van de verschillende ministerieele besturen te vestigen. De uitvoeringsdiensten worden gehuisvest op kosten en door toedoen van elk Ministerie in 't bijzonder. Het Ministerie van Spoorwegen, Posterijen en Tele-

grafen zorgt zelf voor de vestiging en voor het onderhouden van zijn gebouwen, zelfs van die behorende tot het Hoofdbestuur.

Voor het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading werden al de gebouwen tot vestiging van de diensten der bevoorrading gehuurd door toedoen van het betrokken Ministerie, dat de huurprijzen zijner gebouwen op zijne rekening van algemeene kosten inschrijft.

Binnen die aangewezen grenzen heeft het Beheer der burgerlijke gebouwen, sedert den wapenstilstand tot op 1 Maart 1920, de huur aangegaan van de gebouwen opgesomd in onderstaande tabel; op deze tabel komen acht en twintig onroerende goederen voor.

Ministerie van Openbare Werken.

Leuvensche plaats, 3, en Koninklijke straat, 90 (2° en 3° verdiep.), huurprijs : 20,000 frank 's jaars.

Ministerie van Economische Zaken.

Madouplaats, 7 en 8, huurprijs : 15,000 frank 's jaars.

Spastraat, 12, huurprijs : 12,000 frank 's jaars.

Spastraat, 15, huurprijs : 4,500 frank 's jaars.

Kunstlaan, 44, huurprijs : 34,000 frank 's jaars

(Dit eigendom is opgeëischt geworden. De huur werd nog niet goedgekeurd ten gevolge van de onachtzaamheid der eigenaarster. Over de zaak wordt thans onderhandeld en de aangegeven prijs is die welke, naar alle waarschijnlijkheid, zal voorgesteld worden.)

Kunstlaan, 58, huurprijs : 25,000 frank 's jaars.

Correggiostraat, 88, huurprijs : 120 frank per maand.

Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

Waterwerkstraat, 15, huurprijs : 4,000 frank 's jaars.

Ministerie van Landsverdediging.

Boduognatstraat, 21-25, huurprijs : 18,000 frank 's jaars.

Souverainestraat, 40, huurprijs : 12,000 frank 's jaars.

Kasteleinstraat, 46, huurprijs : 18,000 frank 's jaars.

Liedekerkestraat, 112, huurprijs : 4,500 frank 's jaars.

Sint-Michiellaan, 102, huurprijs : 14,000 frank 's jaars.

Waversche steenweg, 354, huurprijs : 3,800 frank 's jaars.

Maria-Theresiastraat, 51, huurprijs : 2,800 frank 's jaars.

(Wij zijn in proces. De huur zal waarschijnlijk bepaald worden op 4,250 frank.)

Hertogelijke straat, 93, huurprijs: 7,000 frank de eerste drie jaar; 7,500 frank de zes laatste jaar.

Gutenberg Square, 53, huurprijs: 9,000, 9,500, 10,000 frank 's jaars.

Bolwerkstraat, 3 (woonvertrek bestaande uit 30 kamers), huurprijs: 16,000 frank 's jaars.

Auderghemlaan, 13, huurprijs: 14,000 frank 's jaars.

Houtmarkt, 12 (vroeger « Caisse de Reports », huurprijs: 12,000 frank 's jaars.

Liefdadigheidstraat, 13, huurprijs: 18,000 frank 's jaars.

Persstraat, 39, huurprijs: 4,000 frank 's jaars.

Stassartstraat, 22, huurprijs: 6,000 frank 's jaars.

Ministerie van Landbouw.

Regentlaan, 40 (gemeubileerd heerenhuis, woning van den Minister), huurprijs: 25,000 frank 's jaars.

Ministerie van Justitie.

Jozef II straat, 2-4, huurprijs: 12,000 frank 's jaars

Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

Guimardstraat, 16, huurprijs, 20,000 frank 's jaars.

Ministerie van Wetenschappen en Kunsten.

Maria van Burgondiëstraat, 43, huurprijs: 6,000 frank 's jaars.

Kunstlaan, 13, huurprijs: 18,000 frank 's jaars,

B. — GOEDEREN GEHUURD DOOR VERSCHILLENDE MINISTERIËN.

Ministerie van Binnenlandsche Zaken:

De Dienst voor de verwoeste streken heeft, voor de vestiging van sommige zijner instellingen, in huur genomen te Brussel:

1^o Een eigendom gelegen steenweg op Bergen, 460; ten dienste van stelplaats voor automobielen, tegen 18,000 frank 's jaars;

2^o Twee woonvertrekken in het gebouw gelegen Koloniënstraat, 54, mits 13,000 frank ieder.

Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

Twee Kerkenstraat, 43, huurprijs : 12,000 frank per jaar.

Kunstlaan, 34, huurprijs : 20,000 frank per jaar.

Voorloopig Bewindstraat, 13, huurprijs : 9,000 frank per jaar.

Twee Kerkenstraat, 43, huurprijs : 8,000 frank per jaar.

Oratorieberg : 14, huurprijs : 14,000 frank per jaar.

Koninklijke Plaats, 1, huurprijs : 70,000 frank per jaar.

Koninklijke straat, 48 (Hôtel de France), huurprijs : fr. 11,623.30 voor 3 maanden.

Ministerie van Oorlog.

Handelstraat, 3, huurprijs : 7,600 frank per jaar.

Troonstraat, 61, huurprijs : 5,000 frank per jaar.

Twee Kerkenstraat, 40, huurprijs : 4,000 frank per jaar.

Twee Kerkenstraat, 26, huurprijs : 4,500 frank per jaar.

Olletstraat, 42-44, huurprijs : 10,500 frank per jaar.

Wetstraat, 140, huurprijs : 100 frank par maand.

Schoon Uitzichtstraat, 64, huurprijs : 8,000 frank per jaar.

Ruysbroeck, Hangars, huurprijs : 21,000 frank per jaar.

Ruysbroeck, Hangars, huurprijs : 2,700 frank per jaar.

Pacificatiestraat, 67, huurprijs : 2,000 frank 's jaars voor 1920 (2,400 frank voor de volgende jaren).

Belliardstraat, 240, huurprijs : 5,950 frank per jaar.

Rassonstraat, 6-8, Vilvoorde, huurprijs : 9,000 frank per jaar.

Paleizenstraat, 42, huurprijs : 12,000 frank (voor twee jaren).

Werkzaamheidstraat, 59, huurprijs : 2,200 frank per jaar.

Souverainestraat, 114, huurprijs : 2,500 frank per jaar.

Livingstonelaan, 6, huurprijs : fr. 155.55 per maand.

Bijzonder antwoord van het Departement van Spoorwegen.

In de volgende tabel zijn aangegeven de te Brussel gelegen onroerende goederen, welke door het Departement van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen aangekocht of gehuurd werden sedert den wapenstilstand.

**MINISTERIE VAN SPOORWEGEN, ZEEWEZEN, POSTERIJEN
EN TELEGRAFEN.**

**Gebouwen aangekocht en gehuurd sedert den wapenstilstand
tot op 1 Maart 1920.**

AANWIJZING DER GEBOUWEN.	AANGEKOCHE GEBOUWEN.		GEHUURDE GEBOUWEN.			Aanmerkingen.
	Aankoop- prijs.	Kosten van inrichting	Huur- prijs.	Onder- verhuurd voor.	Blijft voor den Staat.	
Gebouwen: Broekstraat, 72, en Kanonstraat, 17-17 ^a en 19, aange- kocht bij openbare verkoop om te die- nen als warenkantoor ter vervanging van het kantoor in de Kreu- pelstraat, door den Staat in huur geno- men	418,275 86	53,582 46	»	»	»	
Gebouw : Leuvensche Steenweg, 23, be- stemd voor den pers- en publiciteitsdienst. (Geen kosten van in- richting).	»	»	10,500 »	2,500 »	8,000 »	

Bijzonder antwoord van het Ministerie van Openbare Werken.

Na den wapenstilstand kon het Ministerie van Landbouw de lokalen, die het hoofdbestuur in gebruik had, vóór den oorlog, in de Wetstraat en de Leuvensche straat, niet opnieuw betrekken.

Het Ministerie van Openbare Werken (Dienst der Burgerlijke gebouwen) heeft te zijner beschikking gesteld, na het gemeubeld te hebben, het vroeger Observatorium (Staatsgebouw), een gebouw dat den hoek vormt van de Queteletplaats en de Middaglijnstraat (voortkomend van de Koninklijke Schenking) en een particulier huis (Liefdadigheidstraat, n^r 7).

Bijzonder antwoord van het Ministerie van Economische Zaken.

Het Departement van Openbare Werken is alleen bevoegd om de lijst der door de Regeering gehuurde gebouwen vast te stellen.

Ik moet er nochtans op wijzen, dat de Belgische Dienst van Nazicht en Vergelijking op eigen hand het gebouw heeft gehuurd, gelegen Louizalaan, n^r 188. De huurprijs van dit huis, die 19,000 frank 's jaars bedraagt, zal

eigenlijk niet ten laste van de Openbare Schatkist komen; daar genoemde Dienst in al de kosten van zijn werking zelf zal voorzien door middel der sommen die hij zich verschaft door het heffen van de inschrijvingslaxe en van het inningsrecht, waarvan sprake is in het koninklijk besluit van 3 Januari 1920.

VRAAG XIII.

Artikel 238 der kieswet voor de Wetgevende Kamers luidt :

- » De leden der Kamers mogen niet terzelfder tijd ambtenaar of bezoldigd
- » beambte van den Staat zijn, noch bedienaar van door den Staat bezoldigde
- » eerediensten, advocaat-titularis van de openbare besturen, agent van Staats-
- » kassen noch commissaris der Regeering bij eene naamlooze vennootschap.
- » De kandidaten, in die voorwaarde verkozen, worden tot de eedaflegging
- » maar toegelaten, wanneer zij van hunne bediening of hun ambt hebben
- » afgezien.
- » Er wordt eene uitzondering gemaakt voor de Ministers. »

Zouden de Ministers ons willen zeggen of dit wetsartikel op strenge wijze in hun departement wordt toegepast?

Algemeen Antwoord.

Artikel 238 der Kieswet voor de Wetgevende Kamers wordt nageleefd.
Men dient evenwel het volgende op te merken :

1° Ministerie van Binnenlandsche Zaken.

Wat betreft den Dienst der verwoeste gewesten, werd bij koninklijk besluit van 30 Mei 1919, genomen ter uitvoering van artikel 2 der wet van 8 Mei 1919, Senator Coppieters, E., benoemd tot het ambt van Hoogen Koninklijken Commissaris voor de kuststreek. Dit besluit, evenals dit van 16 December 1919 voorziet de bezoldiging der Hooge Koninklijke Commissarissen *« ter uitzondering van hen die deel uitmaken van eene van beide Kamers. »*

In November 1919, onder het vorig Cabinet, werd nochtans billijk geacht, aan den heer Coppieters eene vergoeding toe te kennen voor zijn werk in het belang van de verwoeste gewesten.

2° Ministerie van Openbare Werken.

Twee leden van den Senaat bieden den steun hunner ondervinding aan het hoofd van het Departement onder de benaming van « afgevaardigden van den Minister van Openbare Werken ». Voor elke vergadering worden hun de reiskosten vergoed en een zitpenning betaald; zij werken niet mede aan het Bestuur van het Departement; hun rol is enkel die van Raadgevers; voor de uitoefening hunner taak worden hun de noodige voorrechten toegekend.

Bijzonder antwoord van het Ministerie van Landbouw.

Artikel 238 der kieswet moest in het Departement niet toegepast worden.

Bijzonder antwoord van het Ministerie van Economische Zaken.

Artikel 238 der kieswet wordt in mijn Departement volstrekt in acht genomen.

Bijzonder antwoord van het Ministerie van Spoorwegen.

Artikel 238 der kieswet voor de Wetgevende Kamers wordt in het Departement van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen volkomen nageleefd.
